OBSERVATIONS
IMPARTIALES
D'UN
VRAI HOLLANDOIS,

Pour servir de Réponse au Discours d'un soi-disant

BON HOLLANDOIS

à ses compatriotes.

Belgae attenti sane, & quaestus studio laborum tolerantes, pacem ideo & commercia expetunt; non tamen ut injurias ferant. Alieni nulla gens abstinentior, sua fortiter defendunt. GROT. *Ann. Lib. I.*



à Arnhem, chez *Nyhof*: Amsterdam, *Guerin*; Dord, *Blussé*; La Haye, *Gosse*; Leiden, *Luzac & Van Damme*; Rotterdam, *Bennet & Hake*; Utrecht, *B. Wild*; & dans toutes les autres Villes des Provinces-unies.

AVERTISSEMENT.

Cette production étant moins un ouvrage polémique qu'un Tableau raisonné de l'Etat actuel des principales puissances de la Chrétienté & une discussion approfondie des vrais intérêts de la République des Provinces-Unies des Pays-bas, nous avons jugé à propos de suivre la méthode indiquée par les chapitres dont voici la TABLE.

ERRATA.

P. 4 Lig. 13 dépend liſ. dépendent
p. 26 Lig. 28 1688. liſ. 1608.

OBSERVATIONS
IMPARTIALES
D'UN
VRAI HOLLANDOIS
Pour ſervir de Réponſe au Diſcours d'un ſoi-diſant
BON HOLLANDOIS
à ſes compatriotes.

Réflexions préliminaires.

Le ſoulevement des Colonies de l'Amérique ſeptentrionale contre leur mere-patrie, excite l'interêt & fixe l'attention de la République générale de l'Europe. Le flambeau de cette diſpute, allumé dans le nouveau monde, menace d'embraſer une partie de notre continent. La France, l'Angleterre & les Etats-unis, ſont devenus le foyer d'une guerre dont il eſt plus aiſé de prévoir l'iſſue que d'aſſigner la durée. Juſqu'à l'époque de la derniere rupture de l'Angleterre avec la France, nous faiſions dans ce dernier Royaume, un commerce très lucratif. On ſait que notre nation qui achete d'une main pour vendre de l'autre, parce qu'elle n'a preſqu'aucune denrée de ſon crû, trouvoit, en tranſportant en France des marchandiſes du Nord, comme *Bois*, *chanvre*, *mâts*, *gaudron & autres munitions navales*, non ſeulement de quoi ſoutenir la balance des productions qu'elle tiroit de la France; mais encore un bénéfice conſidérable en approviſionant les autres peuples de ces productions exportées. Le commerce des marchandiſes du Nord en France & les retours que nous tirons en échange, ont toujours été une des premieres & des principales branches de notre commerce. Nous en

jouissions dans une sécurité parfaite, appuyée sur le droit naturel qui laisse la mer libre & ouverte à tous les peuples comme l'air qu'ils respirent, & sur la foi des traités qui ajoutent une nouvelle sanction au droit naturel par le sceau des intérêts respectifs des nations. Au milieu de cette sécurité, à l'occasion de troubles qui se sont élevés hors de l'Europe & qui nous sont absolument étrangers, l'Angleterre aveuglée par ce despotisme qu'elle affecte sur les mers, sans égard à la foi sacrée des traités qu'elle a jurés solemnellement, sans égard au respect dû au pavillon d'un Etat libre & indépendant, nous enleve tout à coup nos vaisseaux, s'approprie nos marchandises & finit par nous déclarer que son intérêt ne lui permet pas de souffrir la liberté de notre commerce & de notre navigation. Cette conduite inique & criante, mais qui n'est point nouvelle & dont les conséquences sont des plus effrayantes, surtout au commencement d'une guerre qui peut durer longtems, devoit faire naître & a fait naître en effet les plaintes les plus vives & les réclamations les plus justes. Déjà une foule nombreuse de victimes de cette odieuse tyrannie ont semé l'alarme dans nos villes & dans nos ports. Le sang d'un de nos capitaines (*)indignement assassiné sur son bord, crie encore vengeance. Les insultes faites à une République autrefois si formidable & les suites funestes qui doivent en résulter, ont affecté tous les bons patriotes. Dans cette circonstance déplorable, s'éleve un homme qui, sous le titre respectable de *Bon Hollandois*, ose dire en face à toute la nation qu'elle doit souffrir patiemment ces violences & ces outrages : il

(*) Jean Schild, capitaine d'un vaisseau marchand.

ose épouser ouvertement le parti d'une nation occupée à nous nuire & à nous humilier ; & paroissant nous vouloir prévenir contre les horreurs de la guerre, il finit par nous inviter fortement à courir les risques de ce jeu terrible, en faisant cause commune avec un peuple qui nous insulte & nous brave, contre une nation dont nous n'avons aucunement à nous plaindre & contre des Etats naissants qui ont pris exemple sur nous & dont nous avons beaucoup à espérer. Je supprime les mouvemens d'indignation qu'une telle audace a fait naître dans le cœur de tous les bons citoyens. Je vais discuter les assertions principales de l'Auteur. Elles sont :

1o. Que les Américains étant des peuples rébelles, toutes les puissances de l'Europe sont intéressées à les faire rentrer sous le joug.

2o. Que les Provinces-Unies ont tout à craindre de l'accroissement de la marine des Français, faisant cause commune avec les Américains.

3o. Que les Provinces-Unies sont liées à l'Angleterre par les mêmes interêts.

4o. Que l'Angleterre ne fait aucune infraction aux traités en arrêtant nos vaisseaux.

5o. Que les Requêtes & les Adresses des Négocians sont l'effet du seul interêt personel & d'une politique imprudente.

En détruisant ces assertions absurdes, j'aurai, je pense, suffisamment réfuté le discours de l'anonime, soi-disant *Bon Hollandois*. En effet, peut-on regarder comme *Bon Hollandois*, un homme qui répréfente la nation sous les couleurs les plus odieuses & les plus fausses, qui la répréfente comme cherchant son utilité dans les troubles qui

diviſent l'Europe, & la compare à une troupe de mercenaires aſſez avides pour dévorer la proie de deux concurrens, mais trop lâches pour ôſer s'approcher de l'arêne, entraînés & ſuſpendus également entre l'avarice & la crainte? Ces inſinuations ne ſont pas ſeulement d'un mauvais Hollandois: elles ſont encore d'un mauvais politique. En effet la paix & la tranquillité ne ſont-elles pas l'ame & le nerf du commerce, & la guerre n'eſt-elle pas un fléau non ſeulement pour les parties belligérantes; mais encore pour les Etats neutres voiſins, à plus forte raiſon, quand l'exiſtence & la proſpérité de ces Etats neutres dépend de la liberté du commerce & de la navigation? La derniere guerre entre la France & la Grande-Bretagne, nous a ſuffiſamment montré que ſi quelques-uns de nos particuliers s'enrichiſſoient au milieu de l'incendie général, un grand nombre d'autres particuliers eſſuyoient des pertes immenſes & l'Etat des affronts plus ſenſibles que les défaites d'une guerre où lui même eût été envelopé. Nous commençons même à ſentir que l'attention des François & des Anglois tournée toute entiere vers la guerre, n'a pas augmenté la maſſe de nos affaires. Au contraire les canaux de la circulation ſont arrêtés de tous côtés par ce fléau deſtructeur. On n'oſe plus rien entreprendre parce que les riſques ſont trop grands. On remet les articles dont on peut ſe paſſer à un tems plus eloigné & pour les articles néceſſaires, on ne cherche plus à négocier au meilleur marché, mais au marché le plus ſûr. Qui ne voit que cet événement tend à porter ailleurs les branches de notre commerce & à leur faire prendre une route dont nous

ne pourrons plus changer la direction ? Ainsi, bien loin d'être interessés aux divisions actuelles au point-dit l'anonime, *que nous ferions un excellent marché en donnant de l'argent aux deux puissances pour qu'elles se battent longtems*, nous devrions au contraire nous mettre en état de pouvoir les forcer à faire la paix. Oui, la Hollande étant le marché général de l'Europe, le magazin des marchandises des quatre parties du monde, la mere nourrice des Etats qui l'environnent, le centre de l'activité de l'industrie Européenne, les Hollandois doivent être & sont effectivement, par caractere & par état, les partisans du repos général, les amis de tous les hommes & les citoyens du monde.

CHAPITRE I.

Observations sur le soulevement des Colonies de l'Amérique & sur l'intérêt des Etats de l'Europe à ce grand événement.

Pour porter un jugement impartial & juste sur la conduite politique d'un peuple, il faut se regler sur les principes de gouvernement d'après lesquels il s'est formé en corps de nation. Ces principes sont ce droit apellé politique, qui varie relativement aux différens peuples. En s'écartant de cette regle, c'est-à-dire en jugeant de la conduite d'un peuple par celle d'un autre peuple, il faudra comparer Jacques Clément à Thrasibule & le décret du Sénat Romain qui mit à prix la tête de Néron au

parricide commis en la perſonne de Charles I. Cette obſervation dont on ne ſauroit conteſter la vérité, juſtifie la conduite des Etats-Unis de l'Amérique, ſans autoriſer nos Colonies Hollandoiſes à la rébellion. Nos Colonies ont été formées par la ſageſſe, le concours, l'influence & la protection de l'Etat. Il a tout fait pour elles. Il leur a donné une forme de gouvernement qu'elles ont adoptée dès le commencement de leurs établiſſements. Elles ne ſauroient donc ſe ſoulever contre la mere-patrie, ſans ſe rendre coupables d'ingratitude & de rébellion. On ſait au contraire que les premiers Anglois qui ſe tranſporterent en Amérique s'y établirent, ſoit indépendamment du ſecours de la métropole, ſoit pour échapper à la tyrannie & aux perſécutions qu'ils éprouvoient dans ſon ſein. La ſatisfaction qu'ils goûterent dans ce nouvel établiſſement, y attira des émigrans de toutes les parties de l'Europe où le deſpotiſme & l'intolérance appeſantiſſoient leur joug ſur l'eſpece humaine. Ces peuples que l'enthouſiasme de la religion & l'amour de la liberté, rendoient ardens & laborieux, ont tout fait dans un pays, où ils eurent à dompter la nature inculte & ſauvage. Ils y établirent la forme de religion & de gouvernement qui leur plut. Pour ſe conformer à un uſage général dont toutes les perſonnes éclairées ſentent l'injuſtice, ils reconnurent le droit de l'Angleterre, mais vaguement. Ce ne fut que ſous Charles II. que la mere-patrie, voyant les avantages qu'elle pouvoit retirer de ces peuplades ſorties de ſon ſein, & ne penſant pas qu'elle n'avoit aucun droit à réclamer ſur des Enfans qu'elle avoit désheri-

tés & chaſſés, propoſa des réglemens de ſubordination que la force d'un côté & la crainte de l'autre firent recevoir. La métropole, ſentant cependant l'injuſtice de ce procedé, n'oſa pouſſer bien loin ſes prétentions. Ainſi les Colonies formerent toujours un gouvernement presque républicain. Elles ne voulurent relever que de ce fantôme d'autorité qu'on apelle Roi en Angleterre, donnerent elles-mêmes un Conſeil aux Gouverneurs que le Monarque leur envoyoit, réglerent leurs appointements & les manderent dans leurs aſſemblées. Elles avoient en effet des aſſemblées nationales & formoient de petits Etats qui paroiſſoient être plutôt ſous la protection que ſous la dépendance de la Grande-Bretagne. Elles avoient des manufactures pour fabriquer des étoffes & des chantiers pour conſtruire des vaiſſeaux. Elles envoyoient directement des navires dans les Colonies des deux Indes, & dans les Etats de l'Europe. Leur concurrence y traverſoit déjà le commerce de l'Angleterre. Elles n'étoient donc attachées à la mere-patrie que par un lien fort mince. La rupture de ce lien s'eſt faite avec ſi peu d'effort qu'elle doit être regardée comme l'effet légitime d'une révolution naturelle. Cette révolution, loin de cauſer la moindre ſurpriſe, étoit annoncée depuis longtems par les plus habiles politiques. Il eût été contre la nature des choſes que des Etats, qui devenoient ſi puiſſans par l'étendue & la fertilité de leurs domaines, par l'accroiſſement prodigieux de leur population & par la forme de leur gouvernement, reſtaſſent ſous la dépendance d'un Empire auſſi éloigné que celui de la Grande-Bretagne Déjà la mere-patrie commençoit à les regarder

comme des rivaux dont elle devoit arrêter l'accroiſſement plutôt que comme des enfans à la proſpérité deſquels elle devoit contribuer. Et par un attentat qui doit révolter tous les amis de l'humanité, elle ſe diſpoſoit à étouffer dans leurs germes les générations futures en arrêtant les progrès de leur population. L'on ne ſauroit donc comparer les Colonies Angloiſes aux Colonies Hollandoiſes & du ſoulevement des premieres en inferer que les ſecondes ſont autoriſées à ſuivre le même exemple. En conſidérant la conduite des Etats-Unis d'après les principes adoptés, avoués, autoriſés même en Angleterre, ce Royaume ne peut réclamer des droits ſur des peuples qui ne veulent pas les reconnoître. Enfin les Etats-Unis ont eu de juſtes ſujets de ſe ſoulever. Dans un Empire où tous les pouvoirs ſont inſtitués & dirigés pour la liberté nationale, pouvoit-on obliger, comme on a voulu le faire, des parties détachées par un intervalle immenſe, à verſer dans la métropole toutes leurs productions, même celles qui ne devoient pas y être conſommées ? Pouvoit-on forcer les Colonies à tirer de cette métropole toutes les marchandiſes, même celles qui lui venoient des nations étrangeres ? Pour enrichir quelques marchands ou commiſſionaires, avoit-on le droit d'accabler les Américains de frais inutiles & perdus ? Telles ſont les entraves auxquelles la métropole a voulu ſoumettre les Etats-Unis ſans égard aux droits dont ils jouiſſoient & faiſoient uſage.

Aveuglée par l'ivreſſe de la proſperité, effrayée par la maſſe des dettes qui l'écraſoit, elle voulut impoſer des droits ſur le papier & des contributions ſur d'autres articles importans: elle auroit

cru déroger à sa dignité de les demander : elle les a exigés. Les Colonies n'ont point refusé de contribuer à la masse des dépenses d'un Empire dont elles faisoient partie : elles ont seulement allégué le droit qui apartient à tous les peuples libres, à plus forte raison à des peuples qui se gouvernent sur la constitution Britannique, le droit, dis je, de se taxer elles mêmes & de plein gré. La Grande-Bretagne a répondu qu'ayant contracté une partie de sa dette nationale pour la défense des Colonies, elle pouvoit les faire contribuer aux moyens capables de la soutenir sous cette masse énorme ou d'en alléger le poids. Mais peut-on ignorer que c'est l'ambition funeste & chimérique de tenir la balance de l'Europe & le sceptre des mers qui a précipité la Grande-Bretagne dans le gouffre de dettes, qui doit l'engloutir tôt ou tard ? Bien loin que les Colonies soient restées en arriere pour leur quote-part des frais occasionnés par les guerres où elles avoient intérêt, on sait qu'après la derniere guerre avec la France, le parlement Britannique leur fit remettre des sommes considérables pour les indemniser des dépenses qu'elles avoient faites. Et s'il faut convenir que la Grande-Bretagne a contribué à la prospérité des Colonies, il faut avouer aussi que les Colonies ont contribué à élever la Grande-Bretagne à la puissance la plus étonnante qui ait jamais existé. En admettant donc parmi les sociétés les mêmes principes de reconnoissance qui obligent les individus à rendre service pour service, tous les peuples qui sont en état d'apprécier la grandeur de la Grande-Bretagne, conviendront qu'elle est suffisamment payée des services qu'elle a rendus aux colonies par ceux que les colonies lui ont ren-

dus. On ne ſauroit donc comparer les colonies Angloiſes avec celles des autres nations. Veut-on trouver chez d'autres peuples un objet de comparaiſon ; il faut le chercher dans la formation de la République des Provinces-unies. Si les peuples des Pays-bas furent plus longtems à ſe déclarer, s'il fallut que la tyrannie fût portée à ſon comble pour les forcer d'éclater, c'eſt qu'ils étoient les ſujets de Philippe & que les Etats-unis n'ont jamais été que membres de l'Empire Britannique. Ils devoient bien plus à ce Monarque, leur ſouverain héréditaire, que les colonies ne doivent à l'Angleterre, leur mere-patrie. En avouant que le Grande-Bretagne n'a pas traité ſes colonies avec autant de cruauté que Philippe traita les Pays-bas, ce qui fait le ſeul point de différence qu'on peut aſſigner entre les deux révolutions, cette différence ne conſiſteroit que dans le plus ou le moins. Encore ne peut-on déterminer en quoi conſiſte ce plus & ce moins. Car, pour avoir un réſultat juſte, il faut, d'après le principe que j'ai poſé ci-deſſus, comparer les diſpoſitions & les loix reſpectives de l'une & de l'autre nation. Des peuples familiariſés au deſpotiſme & à l'intolérance de ce Charles-Quint qui, ſuivant Grotius, fit périr cent mille de ſes ſujets pour cauſe de religion, devoient beaucoup ſouffrir avant d'éclater ſous Philippe II. Un Roi de Maroc peut ſe porter à bien des actes de volonté arbitraire qui ſouleveroient le peuple dans la Grande-Bretagne. C'eſt ſur la ſenſibilité du patient bien plus que ſur la violence des coups qu'il faut meſurer la douleur de celui qui ſouffre. L'anonime avoue lui-même d'après Ciceron que chacun peut apprécier ſon danger & n'a pour crain-

dre d'autre regle que l'impreſſion qu'il lui fait. Il applique cet axiome aux Anglois infracteurs des traités : on ſent qu'il eſt bien plus en faveur des Américains expoſés à la tyrannie. Ainſi l'anonime fournit des armes contre lui.

D'après cette régle les vexations Angloiſes ont pu être auſſi dures, auſſi ſenſibles aux Américains que les cruautés du Duc d'Albe le parurent aux Hollandois. N'eſt-il pas abſurde & ridicule d'entendre des politiques Européens dire à des peuples qu'ils ne connoiſſent que de nom? „ Américains ! Vous avez tort de vous plaindre ; „ nous ſavons mieux que vous que l'on n'a pas en„ core porté à votre égard la tyrannie au point que „ vous ſoyez autoriſés à vous ſoulever. Les peu„ ples des Pays-bas que vous prenez pour modeles, „ avoient bien plus ſouffert que vous avant d'en „ venir à la même extrémité." On ſent toute l'abſurdité d'un pareil langage qui eſt dans le fait celui que tiennent les partiſans de l'Angleterre. Ce n'eſt donc pas d'après la tyrannie plus ou moins cruelle de la part des oppreſſeurs qu'il faut comparer enſemble deux peuples opprimés. D'ailleurs, on trouve chez les deux peuples d'autres objets de comparaiſon, ſi frappans qu'ils ont ſauté aux yeux de tout l'Univers. Les uns & les autres commencent à ſe ſoulever ; parce qu'on veut leur impoſer des taxes ſans leur conſentement. Avant d'arborer l'étendard de l'indépendance, tous deux demandent le redreſſement de leurs griefs. On leur répond en leur envoyant des troupes pour les ſoumettre par le fer & le feu. Si les premiers ont tardé davantage d'abjurer ſolemnellement une autorité devenue tyrannique, c'eſt qu'ils étoient plus diviſés & plus

faibles. L'horreur de rentrer ſous un joug qu'ils avoient briſé & la crainte de ne pouvoir réſiſter aux forces redoutables de Philippe les engagerent à chercher un protecteur dans un autre maître. Si Philippe n'eût pas eu des troupes ſi formidables à ſa ſolde & des genéraux ſi habiles à ſes ordres; la révolution des Provinces-unies auroit été auſſi rapide que celle des Colonies-unies. Les unes & les autres ſe plaignent d'infractions faites à leurs privileges & de taxes impoſées ſans leur conſentement. Elles ſont également en poſſeſſion de privileges trop étendus pour reſter ſoumiſes à une puiſſance éloignée. Elles ſe ſoulevent également contre les deux Empires les plus redoutables de l'Univers, dont les poſſeſſions s'étendoient dans les quatre parties du monde, dont la puiſſance maritime & territoriale menaçoit la liberté de toutes les autres nations; & elles ſont les premieres à ébranler ces coloſſes devant leſquels l'univers trembloit. Elles rejettent tous les moyens de conciliation &, par une fatalité bien remarquable, la France eſt le premier Etat qui donne des ſecours aux unes & aux autres, qui reconnoit leur indépendance & traite avec elles d'égal à égal. Voilà bien des objets de comparaiſon entre le ſoulevement des deux peuples: ils ſuffiſent pour juſtifier ceux qui ont mis en paralelle les deux révolutions: on n'a jamais prétendu qu'elles fuſſent exactement ſemblables.

Il eſt inutile de faire remarquer combien ces motifs doivent intéreſſer les Provinces-Unies des Pays-bas à la cauſe des Etats-Unis de l'Amérique. Puiſque l'anonime avoue que la *conſéquence*

de cette guerre sera toujours l'indépendance des Colonies Anglaises, n'est-ce pas une absurdité palpable, une imprudence manifeste, de conseiller aux Hollandois de faire cause commune avec les Anglois? Au contraire ne devons-nous pas ménager ces Etats naissans dont nous ne pourrions nous faire des ennemis sans nous exposer à les voir, animés par la fermentation actuelle, tomber à l'improviste sur nos établissemens dans les deux Indes? Quelle imprudence d'irriter des peuples qui sont à portée de nous causer les pertes les plus sensibles, avant que nous ayons pensé à prévenir leurs invasions! Quelle imprudence de forcer ces nouveaux Etats avec lesquels nous avons tant de ressemblance, & bien plus de conformité de religion, de gouvernement, de mœurs, de caractere qu'avec les Anglois (*) & qui nous accorderoient bien plus de confiance qu'aux Français, de les forcer, dis-je, à nous mépriser & à passer du mépris à une haine que leur position rendroit bien funeste pour nous! Un tel procédé seroit encore plus condamnable dans le temps qu'ils ouvrent leurs ports à tous les Etats de l'Europe & les sollicitent de leur porter, Etoffes, clinquailleries, meubles, armes, munitions & autres marchandises de l'Europe. Ce procédé nous causeroit un préjudice plus grand qu'aux autres peuples; parce que le commerce libre des Etats-unis promet dans la suite la perspective la plus brillante

---

(*) L'Auteur allégue cette conformité des Hollandois avec les Anglois, pour prouver que nous devons nous joindre à la Grande-Bretagne: il n'est presqu'aucune de ses assertions qu'on ne puisse retorquer contre lui & avec plus de force.

à une République comme la nôtre, qui, par l'étendue de sa navigation, par son commerce florissant, la richesse de ses fonds, le grand nombre de ses capitalistes & l'intelligence supérieure de ses négocians, seroit en état de faire en Amérique des affaires plus avantageuses qu'aucun autre peuple de l'Europe. Quel est l'homme éclairé qui ne se représente plusieurs de ces colonies tendant les bras aux peuples qui les formerent ; & la nouvelle York, la nouvelle Ecosse & le nouveau Jersey, invitant la Hollande, la France & la Suede qui les ont fondés à recouvrer une partie des droits que l'avarice Angloise leur avoit enlevés en leur arrachant ces colonies ? L'intérêt général de l'Europe & du commerce est donc que toutes les nations participent à une source de richesses si abondante. Quelle Puissance Européenne oseroit ou voudroit prendre le parti de l'Angleterre ? Elles se garderont bien d'irriter des peuples avec lesquels elles pourroient faire dans la suite, des traités de commerce avantageux. Il ne reste même à l'Espagne d'autre parti à épouser que celui des Colonies. Le seul moyen qu'elle ait pour se rassurer contre les craintes éloignées que ces Etats naissans peuvent lui inspirer, c'est d'enchaîner leur ambition par la reconnoissance ; en se déclarant pour eux. En ce cas, dira-t-on, ses possessions & les nôtres seront toujours précaires ? Mais ces possessions eussent-elles été moins exposées, si la Grande-Bretagne eut continué de faire corps avec les Etats-Unis de l'Amérique ? Un coup d'œil jetté sur la conduite constante des Anglois, les invasions imprévues & les progrès effrayans qu'ils n'ont cessé de faire dans les établissemens Espagnols, François & Hollandois, suffiront pour résoudre cette question ; & l'on sent

que ce ne ſera pas en leur faveur. Ainſi donc tous les Etats de l'Europe ſont intéreſſés à rejetter ou à feindre de rejetter la cauſe de l'Angleterre. Il y a plus encore : les Anglois même qui penſent d'une maniere ſaine & impartiale doivent ſouhaiter le démembrement de l'Empire Britannique. Cet Empire ne pouvoit conſerver des domaines ſi vaſtes, ſans que la force réprimante du gouvernement fût augmentée. Il ne pouvoit conſerver des provinces ſi éloignées, ſans y reſtreindre la liberté, ni reſtreindre cette liberté ſans ſe donner un gouvernement deſpotique & militaire qui auroit détruit la ſienne. Au lieu de chercher à ſuſpendre une révolution qu'il ne peut empêcher, il ne devroit ſonger qu'à en tirer tout le parti poſſible. Cette révolution eſt donc l'événement le plus heureux qui pouvoit arriver à l'eſpece humaine en général & à tous les Etats en particulier. Enfin les ames ſenſibles voient avec tranſport que le crime de ceux qui ont découvert & dévaſté cet immenſe continent va être enfin reparé ; & ſe repréſentent les Etats-unis de l'Amérique ſeptentrionale comme remplaçant les nations nombreuſes que la cruauté Européenne a fait diſparaître de l'Amérique méridionale.

CHAPITRE II.

Les Provinces-Unies n'ont rien à craindre de l'accroiſſement de la Marine des Francais, faiſant cauſe commune avec les Américains.

Puisque, dans le ſoulevement des Américains, on trouve l'intérêt général de la Répu-

blique chrétienne, le parti de la justice, la défense de la liberté & la cause de l'humanité, on ne peut donc blâmer la conduite de ceux qui leur fournissent des secours. Indépendamment des sujets de plainte particuliers, que l'Angleterre a donnés à la France & que celle-ci ne manquera pas de faire valoir si elle publie un manifeste; mais que nous supprimons, parce que nous ne sommes pensionnés d'aucune puissance, & que nous plaidons la cause de l'humanité seule; la France ne pouvoit se dispenser de travailler à l'abaissement de l'Empire Britannique. Sa conduite qui causoit autrefois tant d'ombrage, n'a dans cette circonstance, ni surpris ni alarmé aucun Etat. Des Anglois eux-mêmes, & l'on n'a pas eu de peine à les croire, ont avoué qu'à la place des François ils auroient tenu la même conduite. Leur démarche étoit prévue, annoncée, on peut même assurer qu'elle étoit encouragée de tous côtés. L'Europe entiere sembloit les inviter à saisir cette occasion de se relever de l'humiliation où la dernière guerre les avoit réduits & de vanger l'Univers entier insulté par les prétentions despotiques de l'Angleterre sur les mers & par ses invasions dans les quatre parties du monde. On sait qu'un Anglois a déclaré en plein parlement qu'on ne devoit pas tirer un coup de Canon sur la mer, sans la permission de la Grande-Bretagne. Aussi les démarches de cette puissance orgueilleuse ont-elles été toutes dirigées vers la monarchie universelle du commerce & des mers; & ses efforts n'ont pas été infructueux. Dominant par sa position sur la mer Atlantique, elle s'étoit procuré la clef du détroit & l'empire de la méditerranée par les conquêtes de Gibraltar &

de l'Isle Minorque. Par Lisbonne, elle s'étoit emparée du commerce du Brésil & par les Isles de la Providence & de la Jamaïque, elle faisoit plus de la moitié du commerce des Indes Occidentales, autrefois commun à toute l'Europe. Les dernieres conquêtes des Anglois au Sénégal & sur la côte d'Anamaboa, les rendoient maîtres du commerce de l'Afrique. Celles qu'ils ont faites dans l'Amérique Septentrionale, dans la Floride, à Campêche, à Honduras, jointes à la puissance des Colonies les plus florissantes, leur soumettoient toutes les possessions des autres peuples Européens dans cette partie du Monde. Leurs conquêtes aux Indes Orientales avoient presque détruit les établissemens des autres peuples dans cette partie de l'Asie. Après y avoir conquis des Royaumes & noyé le pays dans le sang, ils se proposoient de se soumettre tout l'Indoustan. Ils trouveroient, disoient ils, dans cet Empire assez de richesses pour acquitter la dette nationale &, sans penser que ces peuples étoient heureux avant de les avoir connus, ils vouloient, disoient-ils, les conquérir pour les arracher à la tyrannie, sans cependant oublier de s'emparer de leurs trésors pour liquider la dette nationale. Les richesses de leur Compagnie des Indes Orientales s'étoient accrues au point que le gouvernement les regardoit comme de nouvelles sources où l'on trouveroit, en cas de besoin, de quoi acquitter une partie des dettes publiques. La puissance énorme de l'Empire Britannique s'aggrandissoit tous les jours aux dépens des possessions & de l'Industrie des autres peuples: elle faisoit la loi à toutes les puissances maritimes & imposoit tous les jours de nouvelles chaînes à la liberté de la

République Européenne. Son despotisme étoit parvenu au point que l'Europe ne faisoit qu'un cri, pour qu'il s'élevât une puissance qui rétablît l'équilibre sur les mers & la sureté dans le continent. La France, en se présentant pour abaisser la puissance Britannique, n'a donc fait que répondre au voeu général des nations. Si sa démarche eût été aussi criminelle, aussi dangereuse qu'il a plu à l'Ambassadeur Y... de la répresenter, par quelle fatalité, n'a-t-elle pas encore occasionné la réclamation d'un seul état de l'Europe? Mais, il est à craindre, dit-on, qu'une grande puissance, productrice, terrienne & maritime comme la France, ne prenne envie & ne soit en état d'asservir la Hollande en obtenant la préponderance sur l'Angleterre. L'origine & l'exposé de nos liaisons avec la France pourront résoudre cette question.

Il n'est personne de nous qui ne sache que l'Union la plus intime avec la France a longtems été la regle de notre systême politique. Aucune autre nation n'a plus contribué par son zele & par ses secours à nous procurer & à nous assurer l'indépendance. Le Bon Henri IV nous aima comme ses enfans, & nous témoigna des égards dont la conduite de ses successeurs n'effacera jamais le souvenir de nos cœurs naturellement sensibles. La France fut la premiere à traiter avec nous de couronne à couronne. Ce fut elle qui osa la premiere nous appeller à figurer parmi les autres puissances de l'Europe & à y prendre la place qui nous appartenoit. Cette liaison réciproque fut une source féconde d'avantages pour les deux Etats, & la principale cause de la grandeur à laquelle ils s'éleverent en même tems l'un & l'au-

tre. La Hollande fut, comme le difoit Fréderic Henri, invincible, tant qu'elle n'eut pas d'autre ennemis que ceux qu'avoit la France. Pendant plus d'un fiecle, les François furent pour nous des alliés utiles & fouvent néceffaires. Enfin Louis XIV, Monarque qui n'avoit d'autre objet que fa gloire & de talens que pour le malheur de fes fujets & des peuples voifins, brifa les nœuds de cette heureufe harmonie. Il fe joignit, pour nous écrafer, aux Anglois contre lesquels nous foutenions pour la troifieme fois une guerre vive & fanglante. La mémoire de cet événement qui mit la République à deux doigts de fa perte, n'eft pas encore entierement effacée de l'efprit des Hollandois. Une vengeance aveugle qui fouvent conduit les Etats bien plus qu'une faine politique, nous fit prendre part à toutes les guerres fuivantes, entreprifes contre les François. Les impreffions qui nous reftoient contre les Anglois difparurent; foit parce qu'ils épouferent le même parti, foit parce que nous vimes avec plus d'enthoufiafme que de réflexion, un de nos Stathouders élevé fur le trône de la Grande-Bretagne. Ainfi le fiftême ancien de l'Europe fut entierement changé. Mais la paffion aveugle avec laquelle nous nous précipitames dans ces guerres nous fit oublier que nous ne combattions que pour tranfporter à l'Angleterre la prépondérance que nous avions fait perdre à l'Efpagne, & que nous voulions ôter à la France. Elle nous fit oublier que la préponderance donnée à une nation maritime devoit être la plus funefte pour nous. Il nous fut impoffible de maintenir la balance dans fon équilibre. Les Anglois furent fe prévaloir de notre fauffe politique & de notre alliance avec eux, pour aggrandir leur com-

merce & leur puiſſance aux dépens des autres nations & de la nôtre. Nous ne nous apperçûmes que trop tard, qu'en cherchant à abaiſſer la France nous avions donné occaſion à une rivale plus dangereuſe encore, de s'emparer de l'Empire de la mer & d'élever le Coloſſe énorme qui nous a preſque écraſés. O mes concitoyens, jettez un coup d'œil impartial autour de vous; & niez, ſi vous pouvez, que c'eſt à proportion de l'accroiſſement de la puiſſance Britannique que nous avons perdu la conſidération & l'éclat avec leſquels nous figurions autrefois parmi les puiſſances de l'Europe : ſortons de notre léthargie, dépouillons nous de nos vieux préjugés, & comparons de ſang froid l'alliance ſous laquelle nous nous ſommes élevés au plus haut degré de puiſſance que nous pouvions eſpérer, avec celle qui nous a réduits au dernier dégré d'aviliſſement où nous pouvions tomber. Les revers des François les ont bien guéris de leur imprudence ; & depuis longtems ils ſollicitent pour nous rappeller à cette heureuſe alliance qui nous uniſſoit pour notre bonheur & notre puiſſance réciproques. Le pas eſt cependant gliſſant : ne nous hâtons pas : mais, comme il n'eſt que trop vrai que l'intérêt eſt ordinairement la regle de la conduite des puiſſances, conſidérons ce que nous avons à eſpérer de la France & ce que nous pouvons en craindre.

Il eſt vrai que la France eſt une puiſſance *productrice, terrienne & maritime* : mais l'expérience prouve encore mieux, que ce Royaume ouvert d'un côté par l'étendue de ſes frontieres, de l'autre, par l'abordage facile de ſes côtes, eſt plus attaquable & par conſéquent plus foible que l'Angleterre. Il a beſoin d'alliances pour ſe ſou-

tenir, &, dans l'Etat actuel des chofes où fa puiffance relative eft diminuée & contrebalancée par trois grands Etats que le Nord vient de produire tout à coup, il ne pourroit former des projets d'aggrandiffement, fans trouver des obftacles invincibles. Il eft riche en productions, mais fes habitans, trop occupés par les travaux qu'exige la culture de ces productions, n'ont jamais pu les porter eux-mêmes à l'étranger. Son commerce eft toujours refté paffif. C'eft nous qui, par la faveur des traités, l'abondance de nos fonds, notre fidélité dans les commiffions, le bon marché des frêts & par la facilité que notre pofition nous donne de ne jamais naviger fans chargement, faifons prefque toutes les exportations & les importations de la France; & même une partie de celles d'un port de France à un autre. Nous en tirons, il eft vrai, un grand nombre d'articles dont nous ne pouvons nous paffer pour notre propre confommation : mais en vendant la plus grande partie de ces articles en Efpagne, en Italie, en Portugal, en Allemagne, & dans les échelles du levant & du nord, en portant à la France en retour les denrées de ces différens pays & les productions de nos colonies, nous retirons encore un bénéfice confidérable. Ainfi la France & la République font liées l'une à l'autre par les motifs des plus grands interêts réciproques. La France ne fauroit nous éloigner de fon commerce fans perdre les avantages généraux d'une grande concurrence & ceux d'une confommation intérieure en Hollande qui n'eft point à méprifer. Il fe fait donc entre les deux nations un commerce immenfe, refpectivement utile, & qu'aucune des deux nations ne fauroit gêner fans nuire à l'autre

& ſans ſe nuire à elle même. Ainſi les progrès de l'induſtrie Françoiſe, loin de reſſerrer le commerce de la Hollande, lui ouvrent un plus grand débouché par les denrées néceſſaires qu'elle lui fournit pour l'entretien de ſes Colonies & de ſa Marine. Ainſi plus la puiſſance des François s'augmente ſur mer & plus leur commerce proſpere en Amérique, plus nous gagnons avec eux. Nous ſavons tous que nos rapports avec les poſſeſſions Angloiſes ſont bien différens. Le négociant, ne voyant que des nations amies dans toutes les nations où il porte ſon commerce, doit donc s'attacher davantage à celles où ſon commerce eſt le plus lucratif. Il paroît impoſſible que la France parvienne jamais à écraſer l'Angleterre : quand même elle obtiendroit quelque ſupériorité ou, ce qui eſt plus probable, quand elle parviendroit à la mettre dans la néceſſite de reconnoître l'indépendance des Etats-unis, nous n'avons rien à craindre de la France. C'eſt ſur terre que nous ſerions le plus expoſés aux projets ambitieux qu'on lui prête : mais qui ne voit qu'en augmentant ſa puiſſance maritime, elle augmentera non ſeulement notre commerce; mais ſera encore moins en état d'envahir notre territoire, parce qu'obligée de porter preſque toutes ſes forces ſur mer, elle ſera moins redoutable ſur terre? Cependant, dit l'anonime, *ſi la France nous ferme l'entrée de ſes ports par des inhibitions directes ou par de fortes taxes ſur nos navires & nos cargaiſons, notre commerce ſera abſolument ruiné*. Mais, eſt-ce en nous déclarant contre elle, que nous préviendrions une démarche qui feroit ſi funeſte pour nous? Quelle reſſource trouverions nous alors chez les Anglois? Feroient-ils ſeulement attention à nos plaintes ſur

un malheur dont ils feroient la premiere caufe? Pourroient-ils forcer un Royaume puiffant qui peut fe paffer des autres par les productions de fon fol, à nous laiffer embarquer fes marchandifes dans nos vaiffeaux & à recevoir les nôtres? Dans un tems où l'anonime avoue que tous les Etats cherchent plus que jamais à faire leur propre commerce & à diminuer ainfi le nôtre, ne devons nous pas ménager l'Etat où notre commerce eft le plus avantageux? Loin donc que ces progrès de la France fur mer & l'indépendance des Etats-unis, menacent notre commerce d'une ruine totale, ils lui offrent au contraire de nouveaux débouchés; pour réparer les atteintes que l'induftrie générale peut lui porter. Je fuppofe avec l'anonime que les capitaux que nous avons placés dans les fonds publics en France, ne foient pas auffi fûrs qu'en Angleterre. En avouant avec lui qu'en France, *un Roi*, *un Miniftre*, peuvent *diminuer*, *anéantir notre bien*, il faudra qu'il convienne auffi que là où les fonds font plus précaires, l'intérêt eft plus haut. D'ailleurs les réductions n'étant que très-rares, parce que l'honneur & furtout le crédit du gouvernement font intéreffés à ce qu'il rempliffe fes engagemens, le mal n'eft pas fi grand qu'il plaît à l'Auteur de le faire paroître. En accordant même que l'Angleterre ne fait pas des réductions comme la France, n'ufe-t-elle pas de voyes obliques dont l'effet eft le même? On peut même avancer que c'eft un bonheur pour nous que le gouvernement François foit arbitraire. Nous ne gagnerions fûrement pas à ce qu'il devînt éclairé & jufte. C'eft depuis que l'Angleterre jouit d'une meilleure adminiftration intérieure que nous avons perdu fenfiblement les

avantages de notre commerce dans cette Isle. Si nous ne devions entreprendre des affaires & porter notre confiance que chez les peuples qui jouissent d'un gouvernement libre, on sent que notre commerce seroit fort borné. Enfin, il ne paroît pas que nous ayons à craindre le même sort que la Pologne. Et, s'il étoit vraisemblable que les trois grandes puissances qui nous entourent pensassent à faire un pareil partage, est ce en nous attirant les François pour ennemis, que nous préviendrions ce malheur ? A quoi nous serviroit alors l'alliance de l'Angleterre dont toutes les forces sont sur mer ? Notre petit territoire seroit absorbé avant qu'elle eût songé à nous donner des secours. Que feroit-elle alors ? Elle chercheroit à tirer sa part d'une si riche proie ; & voyant qu'elle ne peut empêcher notre ruine, elle se consoleroit doucement, en s'emparant de nos établissemens hors de l'Europe, de crainte qu'ils ne tombassent entre les mains d'une autre. Mais rassurez-vous, ô mes concitoiens, vous n'avez pas à craindre un pareil sort : j'espere vous prouver un jour que toutes les puissances de l'Europe sont intéressées à maintenir notre existence politique & que, suivant l'illustre Montesquieu notre République sera éternelle ; tant qu'elle jouira d'un gouvernement libre & quelle saura se faire respecter.

Une observation qui devroit bien nous guérir de nos préjugés, c'est que les plus grands hommes, les meilleurs citoyens qui aient été dans notre République, enfin ces patriotes dont nous ne prononçons le nom qu'avec respect, Guillaume I, Barnevelt, de Witt, furent non seulement zélés partisans de la France, mais encore ennemis des Anglois. Pour être persuadés

qu'ils avoient raiſon, nous n'avons qu'à jetter les yeux ſur la conduite des Anglois à notre égard.

CHAPITRE III.

Obſervations ſur la conduite de l'Angleterre avec les Provinces-unies & ſur les intérêts reſpectifs des deux peuples.

On ſait comment les Anglois donnerent occaſion aux Gueux de mer de jetter les fondemens de notre République. Ce ne fut pas en leur fourniſſant des ſecours; ce fut en les forçant de quitter l'Angleterre, & cette démarche eut les ſuites heureuſes que tout le monde ſait & que les Anglois n'avoient ſûrement pas eu en vue. La priſe de la Brille fut le fondement de notre République. Dans notre détreſſe, nous eûmes ſouvent recours à Elizabeth: mais ſa conduite à notre égard n'eut d'autre regle que ſon intérêt & d'autre objet que de fomenter les diviſions parmi les puiſſances du continent. Ce ne fut qu'après la mort de Prince d'Orange, lorſqu'elle vit que la France enveloppée dans de malheureuſes guerres civiles, ne pouvoit nous fournir des ſecours & que les Eſpagnols, déjà maîtres de la Flandre & du Brabant, menaçoient l'Angleterre même, qu'elle penſa ſérieuſement à nous aider. Mais elle eut ſoin de ſe faire céder pour ſa ſureté les villes & forterreſſes importantes de Fliſſingue, de Rammekens & de la Brille; ceſſions qui nous mirent longtems ſous la dépendance de l'Anglois. Si elle refuſa d'accepter la

ſouveraineté qu'on lui offroit; ſes procédés, & ceux de Leiceſter prouvent qu'elle n'étoit arrêtée que par la crainte de ſe compromettre, ſi elle ne pouvoit faire face aux forces redoutables de l'Eſpagne. Elle n'eut pas manqué d'accepter cette offre, ſi les limites que nous mettions à ſa puiſſance & les dépenſes que cette ſouveraineté lui auroit coutées, ne l'euſſent effrayée. Son eſprit impérieux & politique ſe joua ſans ceſſe de notre foibleſſe, & lorſqu'elle vit que nos affaires prenoient un tour favorable, elle n'oublia rien pour ſe procurer par une révolte ſoudaine des troupes le pouvoir abſolu qu'elle avoit tenté, mais vainement, d'obtenir d'un ſoulevement unanime des peuples. Son ambition & ſa politique ſe dévoilerent entierement; lorſqu'elle apprit que le Roi de France, Henri IV, avoit negocié avec nous comme avec des Etats Souverains. Elle vouloit, dit Grotius (*Hiſt. Lib. V. p.* 265.) qu'il ne traitât avec nous que comme avec des Etats dépendans d'elle & ſous la protection de l'Angleterre. Cet honneur devoit nous ſuffire &, ſuivant elle, des villes qui venoient de ſecouer le joug d'un maître, ne devoient pas être admiſes à traiter d'égal à égal avec des têtes couronnées. Dans la ſuite les Anglois traverſerent ſans ceſſe l'activité de notre pêche, les progrès de notre commerce & nos établiſſemens dans les Indes. En 1688 (*a*) nous fûmes obligés d'armer des vaiſſeaux de guerre pour protéger contre leurs déprédations notre pêche du Hareng. Depuis 1608 juſqu'en 1622, ils ne ceſſerent d'inquiéter nos établiſſemens en

---

(*a*) *Vaderl. Hiſt. IX.* 317.

Aſie: la jalouſie fit naître des diſputes ſanglantes: enfin la ſupériorité de nos forces les obligea de nous reſpecter. Cependant, ils continuerent leurs violences ſur mer, & dès l'an 1627, le préjudice qu'ils nous avoient cauſé fut eſtimé à huit millions de Florins (*b*). En 1637, ils mirent nos pêcheurs (*c*) à contribution. Le détail de toutes les violences auxquelles les Anglois ſe porterent contre nous ſeroit trop long. Mais ils ne purent empêcher notre commerce de proſpérer. En 1648, au tems de la paix de Weſtphalie, l'état de notre commerce offre le tableau le plus brillant. Le plus grand avantage que nous retirames de ce traité, ne fut pas d'avoir forcé la cour d'Eſpagne à reconnoître notre indépendance; mais de l'avoir obligée à nous céder les conquêtes que nous avions faites ſur elle dans les Indes, & d'avoir engagé les autres puiſſances à garantir toutes nos poſſeſſions & tous nos privileges de commerce & de navigation. Le commerce des quatre parties du monde concentré preſque en entier dans le cercle étroit de nos provinces, nous donnoit une conſidération égale à celle des premieres puiſſances du monde, lorſque l'Angleterre, toujours jalouſe de notre puiſſance, voyant qu'elle ne pouvoit nous diſputer les richeſſes d'un grand commerce que par une grande marine, donna en 1651 ſon fameux acte de navigation. On ſent que cet acte qui interdiſoit l'entrée des ports de l'Angleterre à tous les vaiſſeaux étrangers, chargés d'autres denrées que de

---

(*b*) *Verhand. der Holl. Maatſch. te Haarl. XVI. p.* 390.
(*c*) *Vad. Hiſt. XI. p.* 260.

celles du crû de leur nation, n'étoit dirigé que contre nous. L'Angleterre ajouta dans la suite à cet acte, des loix prohibitives ou des droits si forts sur les manufactures qu'ils équivaloient à des prohibitions absolues.

La perte du commerce avec l'Angleterre fut le moindre préjudice que cet acte ait porté à la République : une nation guerriere telle que la nation Angloise, forcée de devenir commerçante, ne tarda pas d'acquérir une marine formidable. Le premier emploi qu'elle en fit, fut contre nous. Sous le prétexte de l'honneur aussi vain que bizarre du pavillon, mais en effet pour élever sa marine & son commerce sur les ruines du nôtre, & par le dépit extravagant de ce que nous refusions de devenir une Province d'Angleterre, elle nous fit une guerre sanglante & opiniâtre. La gloire que nous acquimes fut éclatante, mais nous la payâmes bien cher par les dépenses qu'elle nous coûta. En 1653 on comptoit à Amsterdam plus de trois mille maisons à louer. Occupés & affoiblis par cette odieuse dispute, le Brésil s'échappa de nos mains & nous fûmes contraints de céder l'Ile de Pouleron. Il est vrai qu'en 1667 nous humiliames les Anglois, & que l'immortel Ruiter alla brûler leurs plus beaux vaisseaux jusques dans le port de Chatham, à quatre lieues de Londres. Nous forçames notre orgueilleuse rivale d'accepter la paix ; mais nous ne pûmes éteindre le ressentiment dans ces cœurs farouches. Certainement, si l'Angleterre n'eût pas donné l'exemple aux autres puissances, si l'ambitieux Louis XIV n'eut pas été encouragé, animé, secondé par les Anglois, il n'eût jamais hazardé l'invasion qui mit

notre République à deux doigts de sa perte. C'est donc l'effet, ou d'une ignorance grossiere ou d'une insigne mauvaise foi, que de nous rappeller cette époque funeste, pour nous prévenir contre la France en faveur de l'Angleterre; comme si nous pouvions nous dissimuler, que les Anglois étoient alors unis aux François pour notre ruine. Nous sûmes nous vanger noblement. Nous délivrâmes nos implacables rivaux d'un Roi fanatique & tyran; & c'est à nous qu'ils doivent cette heureuse révolution qui leur assure la liberté & le plus beau gouvernement qui ait jamais existé. Mais, dans le tems même que nous nous épuisions en efforts pour leur rendre des services si importans, nous ne pumes jamais obtenir d'eux la Révocation (*d*) de l'acte de Cromwel, ni aucun avantage pour notre commerce: au contraire, nos compatriotes établis en Angleterre se plaignirent d'y être plus que jamais exposés à toutes sortes d'avanies & de mauvais traitemens. Cependant les Anglois voyant qu'ils avoient arrêté tous nos regards sur l'abaissement de la France, lors même qu'elle étoit suffisamment humiliée, profiterent habilement de nos dispositions, pour aggrandir leur commerce & leur navigation à nos dépends. Ayant su nous persuader que notre sûreté dépendoit de notre union avec eux, & voyant qu'ils n'avoient plus rien à craindre de nous, ils augmenterent leur commerce dans toutes les parties du monde, & nous firent perdre avec une rapidité effrayante la partie la plus considérable de notre puissance relative. Ainsi disparurent les beaux jours de la marine Hollan-

---

(*d*) *Verhand. der Holl. Maatsch. XVI.* 456.

doise qui avoit imposé des loix aux puissances du nord, qui avoit rendu libre la navigation dans la Baltique, qui s'étoit fait redouter à l'Angleterre avant la paix de Cromwel & même encore après cette paix aux flottes combinées de l'Angleterre avec celles de Louis XIV. La Hollande perdit tellement sa supériorité qu'elle ne résista plus aux forces navales de la France que par son union avec l'Angleterre.

Il est impossible d'évaluer les torts que les progrès du commerce des Anglois nous ont causés dans toutes les parties du monde. Jettons les yeux sur l'Europe & commençons par l'Angleterre. Elle est le seul pays où nous ne pouvons faire le cabotage, la branche le plus importante & la plus riche de notre industrie. Le commerce de l'Angleterre est entierement actif. Nous gagnerions bien plus avec elle, si elle n'étoit que le centre de tout le commerce de l'Europe ou le magazin universel des richesses de l'Amérique & des Indes Orientales. Mais elle ne fournit rien à l'entretien de l'entrepôt de la Hollande, ni à son cabotage, & gagne elle même sa commission par les maisons ou comptoirs qu'elle a établis dans toutes les parties de l'Europe. Nous n'avons avec l'Angleterre d'autre commerce que celui dont les Anglois ne peuvent se passer ou qu'il est impossible à l'Angleterre de nous ôter: le commerce de banque, la négociation des fonds publics & un commerce clandestin ou de contrebande, trois branches également foibles pour le bien-être de la République & que les négocians des deux nations, alliés ou non, cultiveroient avec un égal succès. Nous tirons cependant de l'Angleterre des articles immenses pour notre con-

ſommation intérieure. Nous en tirons de l'étain, des étoffes de laine, bijouterie, quincaillerie, plomb, bœuf, ſaumon, charbon & nombre d'autres articles dont la balance eſt toute à l'avantage de l'Angleterre. Les Anglois, obligés de conſommer d'immenſes matériaux pour l'entretien d'une marine prodigieuſe, ſe ſont emparés de presque tout le commerce du nord, autrefois presque en entier dans nos mains. Ils dominent en Ruſſie. Nous y avions autrefois le privilege de la banque & nous y tenions le change à notre avantage. Les Anglois ont étendu leur concurrence ſur cet article. Ils ſont convenus d'un change avec la Ruſſie & ne ſont plus leurs payemens avec nos papiers de commerce. En Aſie, où nous faiſions autrefois presque ſeuls tout le commerce; les progrès énormes & les conquêtes étonnantes des Anglois nous ont porté les coups le plus terribles. Ils n'ont pu accroître les achats dans l'Inde ſans faire monter le prix des marchandiſes & ſans les faire baiſſer en Europe par l'abondance des retours. Leur ſupériorité dans cette partie du monde a donné partout des entraves à la liberté de notre commerce d'Inde en Inde : & leurs malheureuſes guerres avec les habitans de ce pays ont arrêté & diminué l'activité de notre induſtrie. Maîtres de presque toute la côte de l'Afrique par leurs dernieres conquêtes dans le Sénégal & ſur la côte d'Anamaboa; les forts de la Mine & de Naſſau que nous avons conſtruits dans ces parages dépendent d'eux. Ils avoient abſorbé plus de la moitié de l'Amérique connue: leurs poſſeſſions dans cet immenſe continent y avoient presque anéanti notre influence : heureuſement l'indépen-

dance future de leurs colonies nous promet le rétabliſſement de l'équilibre. Tous ces faits & bien d'autres non moins convaincans, mais dont le détail ſeroit trop long, prouvent avec la derniere évidence que nos plus précieux intérêts ſont, & ont toujours été diamétralement oppoſés à ceux des Anglois & que, s'ils ont été nos amis en apparence, ils nous ont en effet cauſé plus de torts que n'auroient fait nos plus grands ennemis. Les ſophiſmes les plus captieux ne ſauroient éluder les conſéquences qui dérivent de ces faits plus clairs que le jour. Oui, les Anglois ont toujours été les plus dangereux rivaux de notre commerce, & par conſéquent les plus grands fléaux de la puiſſance & de la proſpérité de notre République. Et il n'eſt aucune branche de notre induſtrie où ils n'aient porté leur avidité inſatiable & leur implacable jalouſie. Leur politique à notre égard a toujours été marquée au coin de l'ambition & n'a eu pour but que l'abaiſſement de la République. N'ai-je pas lû dans un de leurs écrivains, ſans doute plus attaché à ſa patrie que verſé dans l'hiſtoire, qu'Elizabeth avoit commis une grande faute de politique en nous procurant l'indépendance? Suivant cet écrivain, ſi nous fuſſions reſtés ſoumis au deſpotiſme de la maiſon d'Autriche, nous ne ſerions jamais devenus une puiſſance commerçante; & l'Angleterre n'auroit pas rencontré la moindre concurrence pour faire le commerce du monde entier. Cette obſervation Anglicane caractériſe l'eſprit de toute la nation. Auſſi, voit-on que l'Angleterre ne nous a laiſſé que ce qu'elle n'a pu nous ôter. Les effets de ſon ambition à notre égard ſont ſenſibles: ceux de l'ambition

bition Françoise n'existent plus : cette derniere puissance n'a fait de conquêtes sur nous que pour nous les rendre après s'être épuisée : mais l'Angleterre s'est enrichie des acquisitions qu'elle a faites sur notre industrie : & toutes les branches de commerce qu'elle nous a arrachées ont été perdues à jamais pour nous. Qui ne voit de là que l'abaissement de l'Angleterre augmentera nécessairement notre commerce ? Lorsqu'elle sera moins en état de soutenir sa concurrence, nous recouvrerons peu à peu une partie des avantages qu'elle nous a enlevés. Tels sont les rapports que nous avons avec l'Angleterre. Quand même nous pourrions être unis avec une nation commerçante, ce ne pourroit être avec une nation, aussi fiere, aussi despotique, aussi jalouse.

CHAPITRE IV.

Le procédé des Anglois en arrêtant les vaisseaux des Etats neutres est contraire à tous les droits.

L'Angleterre ne s'est pas contentée de travailler à notre ruine par des loix prohibitives de commerce, par des guerres injustes & par la plus funeste concurrence : en pleine paix avec nous, elle n'a pas craint de nous montrer qu'elle ne cherche qu'à nous humilier & à nous ruiner : elle nous a déclaré positivement que l'intérêt de sa puissance est la seule regle de sa conduite à notre égard : faisant gloire d'être une nation belliqueuse, on ne sauroit l'empêcher de chercher dans les guerres à

ſe repaître de ſang humain. Mais peut-elle ſoumettre un peuple ami de la paix qui n'a rien à démêler ni avec elle ni avec ſes ennemis, aux malheurs inſéparables de cette horrible frénéſie dont il n'eſt pas atteint ? En un mot, dans la guerre où elle eſt actuellement engagée avec les François, peut-elle empêcher une nation neutre telle que la nôtre, de leur vendre les marchandiſes dont ils ont beſoin ?

D'abord le droit naturel n'eſt pas en faveur des Anglois. Suivant ce droit chaque nation étant libre & indépendante, une nation ne peut s'arroger le droit d'interrompre le commerce d'une autre, ou de lui impoſer des loix arbitraires ſous prétexte qu'elle a des ennemis à combattre, à ſubjuguer ou à punir. Si un peuple en pleine paix fait commerce de marchandiſes comme canon, boulets, poudres &c. doit il renoncer à ce commerce par la raiſon que deux de ſes voiſins ſont en guerre ? Une telle prétention eſt contraire à la loi naturelle, à la liberté, à l'indépendance de chaque nation. La nation en guerre, dira-t-on, doit avoir le droit d'empêcher que ſon ennemi ne tourne contre elle les avantages que lui procure le commerce ? Mais ſon intérêt peut-il prévaloir ſur l'indépendance de la nation neutre ? L'intérêt peut-il être le principe d'aucun droit ? Et ſi ce droit étoit admis, on pourroit interdire aux nations neutres tout commerce avec l'ennemi ; parce que tout commerce ſert à l'aider, à le fortifier, à l'entretenir : ainſi, l'on ne pourra lui fournir des comeſtibles parcequ'on ne peut faire la guerre ; ſi l'on n'a dequoi faire vivre les troupes. Il ne faut, il eſt vrai, à nos héros à quatre ſols par jour qu'une ration très modique : mais encore ne

pourroient-ils ſe battre, s'ils n'avoient dequoi dîner. Ainſi donc une nation en guerre ne ſauroit avoir le droit de reſtreindre à ſon gré le commerce d'une nation neutre & de ne conſulter que ſon intérêt pour meſure des limites qu'elle voudra leur impoſer. Car cette nation neutre trouve auſſi ſon intérêt dans le commerce qu'on veut lui interdire: & ce commerce peut être une des principales ſources de ſa proſpérité. Or un intérêt fondé ſur un beſoin paſſager peut-il l'emporter ſur un intérêt fondé ſur la loi naturelle? En ce cas la nation en guerre pourroit également exiger des ſubſides de la nation neutre; car il eſt égal d'en exiger des ſubſides ou l'abandon d'une branche de ſon commerce.

L'uſage de troubler la navigation d'un Etat neutre eſt donc contraire à la loi naturelle. Mais il peut arriver que des intérêts plus chers engagent deux nations à renoncer à leurs droits ou à les modifier. En ce cas il faut conſulter l'hiſtoire & les traités qu'elles ont faits l'une avec l'autre. En 1575, les Anglois voyoient avec tranſport la Hollande ſe ſoulever contre l'Eſpagne & occuper par une guerre acharnée les forces de cette puiſſance qu'ils redoutoient. Ils ne voulurent cependant jamais ſouffrir que les Hollandois & les Eſpagnols miſſent des entraves à leur commerce. Et leur Reine Elizabeth déclara en 1580 à l'ambaſſadeur d'Eſpagne que les Anglois devoient naviguer ſur toutes les mers ſans *qu'aucune nation eut le droit d'empêcher qui que ce fût de faire un commerce libre ſur cet élément ouvert & commun à tous les peuples comme l'air qu'ils reſpirent* (*a*). En

(*a*) *Reidani hiſt.* p. 17. *Cambden anno* 1575. 1580.

1589, les flottes Angloiſe & Hollandoiſe firent une expédition en Eſpagne & en Portugal. A leur retour, les Anglois s'emparerent de 60 navires des villes anſéatiques qui portoient à leur ennemi des vivres & des munitions. Cette violence ſouleva tout l'univers contre eux. Les Hollandois qui n'avoient pas voulu en être complices, refuſerent conſtamment de prendre part à cette proie acquiſe injuſtement (*a*). Ces prétentions tyranniques firent naître de longues diſputes entre les Hollandois & les Anglois. Enfin les deux nations s'accorderent ſur cet article en 1674. Il fut convenu que tous les effets trouvés à bord d'un vaiſſeau ennemi de l'une ou de l'autre partie, ſeroient confiſqués quand même ils appartiendroient en tout ou en partie à l'une des parties contractantes. Il fut convenu qu'on tiendroit pour libre tout ce qu'on trouveroit chargé ſur les vaiſſeaux des deux nations, quoique toute la charge ou une partie appartînt à l'ennemi de l'un des contractans. Il fut convenu qu'en tems de guerre, les vaiſſeaux des deux nations ne pourroient tranſporter à l'ennemi, ni armes ni poudre à canon, ni munitions de guerre. Tous les autres effets & nommément *les munitions navales, comme chanvres, bois, mâts & tous les matériaux propres à la conſtruction des vaiſſeaux*, furent exceptés des articles reputés contrebande. Mais, comme il eſt juſte qu'une nation en guerre puiſſe diſtinguer ſon ennemi qui peut lui échaper ou lui tendre des pieges, en arborant un pavillon neutre; on ſe réſerva le droit de pouvoir

(*a*) *Van Meteren liv.* 15.

faire l'inſpection néceſſaire ; mais en ſtipulant de ſe tenir à une certaine diſtance & de ſe contenter d'envoyer une chaloupe pour ſe faire exhiber les titres & lettres de mer qui conſtatent l'innocence de la cargaiſon & la neutralité de la nation ; ſans qu'on puiſſe inquieter le vaiſſeau, ni le viſiter ; ce qui troubleroit la liberté de la navigation. C'eſt ainſi que les deux États conſentirent à renoncer à une partie de leur droit naturel pour l'intérêt national reſpectif. Et ces diſpoſitions ont été adoptées de preſque toutes les nations dans les traités de navigation qu'elles ont faites l'une avec l'autre. (*a*) Elles ſont devenues le code univerſel des nations, la loi commune à tous les peuples de l'Europe. Il eſt à remarquer que ce fut l'Angleterre qui exigea que les munitions navales fuſſent exceptées de la contrebande, parceque nous étions alors en guerre avec la France. C'eſt elle qui a commencé à profiter de l'avantage de ce traité contre les intérêts de la République. Et maintenant que nous pourrions jouir des mêmes avantages, ils refuſent de s'y conformer, & ſe font ainſi un jeu ſcandaleux des ſermens & de la foi publique.

On nous objecte un autre accord fait le 22 Août 1689 & bien digne de remarque. Les Provinces-unies & l'Angleterre ſe liguerent enſemble & firent un traité pour interdire aux autres Rois, Princes ou Etats, tout commerce avec la France, & leur notifier qu'elles attaqueroient &

(*a*) Voyez cette matiere discutée & développée dans l'ouvrage intitulé : *De la Saiſie des Bâtimens neutres par Mr.* HUBNER.

confiſqueroient tous les vaiſſeaux deſtinés pour un des ports de ce Royaume ou qui en ſortiroient. Tout le monde ſent l'iniquité d'un traité pareil, effet d'un reſſentiment aveugle contre la France, infraction manifeſte à la liberté, à l'indépendance des autres nations. Auſſi toutes les puiſſances intéreſſées ſe ſouleverent contre ce traité. Le Danemark & la Suede s'en plaignirent d'abord inutilement, mais s'étant ligués en 1693 pour obtenir une prompte & juſte ſatisfaction, ils al-loient éclater lorſqu'on leur accorda les reſtitutions qu'ils avoient demandées. Les Provinces-unies & l'Angleterre pouvoient-elles aſſujettir les autres nations à des entraves qu'elles n'auroient jamais voulu s'impoſer l'une à l'autre ? Pouvoient-elles annuller ainſi de leur plein-gré des conventions contraires à des traités antérieurs, conclus avec les puisſances léſées par ce nouvel accord ? (*a*). Un traité peut-il être revoqué ſinon du conſentement des deux parties contractantes ? Ainſi ce traité ne prouveroit encore rien dans la circonſtance actuelle : il eſt cependant un des principaux fondemens ſur lequel l'anonime appuye ſes raiſons pour juſtifier l'Angleterre.

Les Hollandois ne peuvent relâcher de leurs droits ſans s'expoſer à fournir mille prétextes à une puiſſance ambitieuſe, toujours prompte à ſaiſir toutes les voies de s'élever ſur les ruines des autres nations. Ils y ſont plus intéreſſés qu'aucun autre peuple. Vivant dans un pays ingrat &

(*a*) Voyez les traités des différentes puiſſances à cet égard dans l'ouvrage déjà cité de Mr. Hubner : *Voyez tome* II, *p.* 174.

ſtérile, dénués de productions ſuffiſantes pour l'entretien de leur population, ils ne peuvent, ſans mettre leur exiſtence en danger, ſacrifier les reſſources qui leur reſtent à l'intérêt d'une nation pourvue des richeſſes territoriales qui ne peuvent lui manquer. Leur ſubſiſtance étant précaire, on ne peut les empêcher de mettre à profit les circonſtances qui ouvrent de plus grandes reſſources à leur induſtrie. La providence qui a donné aux autres les productions de premiere néceſſité nous a départi des reſſources différentes : le frêt & la commiſſion ſont des richeſſes dont il n'eſt pas plus permis de nous priver que d'enlever la récolte au cultivateur, ſous prétexte qu'il l'a vendue à l'ennemi. Tels ſont les principes invariables de la ſaine raiſon & les conventions qui forment le code univerſel des nations. Pour juger ſi les réclamations des négocians Hollandois contre les infractions faites à ce code perpétuel des Etats Souverains ſont juſtes, examinons la conduite actuelle des Anglois & l'Etat de notre République.

CHAPITRE V.

Les réclamations & les Requêtes des Négocians Hollandois contre les violences des Anglois ſont dictés par l'équité, le patriotiſme & la ſaine politique.

Il y a déjà longtems que l'Angleterre s'eſt portée aux violences qu'elle vient de renouveller.

En 1639 (*) elle voulut nous envelopper dans une guerre d'ambition qu'elle fit à l'Espagne. Nous refusames de prendre part à une querelle qui nous étoit étrangere, & le ressentiment engagea l'Angleterre à nous enlever un grand nombre de vaisseaux marchands. En 1743, avant que nous eussions pris ouvertement parti avec eux, le dommage que les Anglois avoient causé aux négocians de Hollande étoit déjà évalué à dix millions de Florins. Dans la derniere guerre qu'ils eurent avec la France, ils nous ont fait essuyer une perte de plus de cent millons. Un grand nombre de nos capitaines de vaisseaux & de nos négocians furent ruinés. Pendant six ans entiers nous eumes beau réclamer & négocier: nous ne pumes recouvrer les vaisseaux enlevés: l'Etat se disposoit à opposer la force à la violence: nous fumes même obligés d'en venir aux voies de fait. Le 22 Août 1762 quatre navires marchands, sortis du Texel sous

(*) Pour la revendication d'une dette chimérique, elle fit alors à l'Espagne une guerre qui lui coûta 40 mille livres Sterlings & 50 mille hommes, & fit la paix sans obtenir la satisfaction prétendue. Il n'est gueres de nation en Europe à qui elle n'ait intenté la guerre sous les prétextes les plus frivoles. Comment l'Angleterre qui n'a jamais manqué d'attaquer les François, toutes les fois qu'elle en a trouvé l'occasion, ose-t-elle leur prodiguer maintenant l'épithete de *perfides* qui lui convient plus qu'à tout autre nation? Elle oublie ou feint d'oublier que, dans la derniere guerre, ou l'injustice triompha de l'équité, elle viola scandaleusement les droits des nations, en enlevant tout à coup plus de quatre cens navires François & jetta la fleur de leurs matelots dans les fers, avant que le signal de la guerre fut donné.

le convoi d'un vaiſſeau de guerre commandé par le Capitaine Dedel, rencontrerent 5 ou 6 frégates Angloiſes. Il eſt d'uſage que dès qu'un vaiſſeau de guerre a aſſuré ſon pavillon, c'eſt-à-dire, lorſqu'il a prouvé ſa neutralité en tirant, lorſqu'il en eſt ſommé, un coup de canon ſous ſon véritable pavillon, les navires des nations en guerre doivent paſſer outre & violeroient le reſpect dû à une nation indépendante, en exigeant d'autres témoignages. Sans égard à des loix qu'ils n'étoient que trop accoutumés de violer, les Anglois font ſigne d'amener. Le brave Dedel, voulant ſoutenir l'honneur de ſa patrie, leur oppoſe une réſiſtance courageuſe: le combat s'engage: les Anglois ne durent la victoire qu'à leur extrême ſupériorité. Les Hollandois eurent la gloire de verſer leur ſang pour la patrie. Il eſt vrai que leurs navires furent pris: mais la Cour de Londres, honteuſe de cette violence, & craignant de s'attirer un nouvel ennemi, ne tarda pas à les faire relâcher. Si donc la force eſt la regle de ſes procédés; on voit qu'ils peuvent être arrêtés par le même mobile. A l'occaſion d'une guerre avec l'Amérique & la France, l'Angleterre renouvelle à préſent ſes pirateries. Elle a commencé par nous chercher une mauvaiſe chicane à l'occaſion de quelques coups de canon tirés en faveur d'une nation qu'elle regarde comme ſes ſujets. Elle ne demandoit pas moins que le rappel du Gouverneur de St. Euſtache: elle l'avoit déjà jugé puniſſable, ſans attendre que notre gouvernement eut diſcuté cette affaire. Enſuite elle eſt tombée ſur nos vaiſſeaux, a troublé notre navigation, inſulté notre pavillon & enlevé nos marchandiſes. Et, dans une affaire où elle-même

eſt aggreſſeur & nous les plaignans, elle inſtitue des tribunaux chez elle &, contre les maximes fondamentales de toute juſtice, qui défendent d'être juge & partie, elle prononce ſur nos effets, & s'arroge le droit de les confiſquer à ſon profit ou de les relâcher quand cette détention injuſte leur a fait perdre leur valeur. C'eſt le bras droit qui frappe & c'eſt le bras gauche qui décide de la légitimité des coups. Ajoutez à cette injuſtice qu'elle enleve nos propriétés dans des lieux où nous avons autant de droit qu'elle. Ces brigandages qu'on puniroit dans un particulier peuvent-ils été légitimés parce qu'ils ſont exercés au nom d'une nation entiere? Des procédés qui bleſſent toutes les loix peuvent-ils être juſtifiés par la raiſon des intérêts politiques? Quelques Anglois eux-mêmes ont rougi de cette conduite; &, à la rentrée du Parlement, il s'eſt trouvé parmi eux des eſprits équitables qui l'ont condamnée hautement. Il eſt vrai qu'on on a relâché quelques bâtimens: mais les propriétaires ſont-ils indemniſés des pertes que cette détention leur a cauſées? La déterioration des marchandiſes, le baiſſement des prix, les frais du délai, les dangers qu'il faut courir en remettant en mer dans l'arriere ſaiſon, ne ſont pas les ſeules conſéquences funeſtes qui réſultent de ces violences. Notre navigation ſe trouvant interrompue & la fortune de tous les négocians expoſée à la merci de la cupidité & de la mauvaiſe foi des corſaires; le crédit, cette baſe d'un Etat commerçant, eſt attaqué dans ſes fondemens: & la République bleſſée par le contre coup, eſt encore affaiblie par la perte d'un grand nombre de gens de mer, dont elle n'eut jamais tant de beſoin pour ſe faire reſpecter. Nos matelots s'échappent ou

ou ſont debauchés par une puiſſance qui cherche à s'élever ſur nos ruines. Le dernier coup eſt porté au commerce de frêt & de commiſſion, ces branches les plus importantes de nos revenus, qui commençoient à dépérir par la concurrence, & qui vont paſſer pour toujours à des rivaux qui ſavent ſe faire mieux reſpecter que nous. La conduite du Roi de Suede eſt un exemple frappant de cette verité. A la premiere inſulte faite à ſon pavillon, il a demandé une réponſe *categorique;* & n'ayant pu obtenir ſatisfaction, il ſe l'eſt faite lui même. Les Danois, les Ruſſes mêmes, ces grands alliés de l'Angleterre, enfin tous les Etats du Nord & ceux du midi font entendre, poſitivement, qu'ils ne ſont nullement diſpoſés à ſe ſoumettre aux prétentions tyranniques des Anglois. Si nous, Hollandois, ſommes les ſeuls à mollir, à courber lâchement la tête devant le deſpotiſme Anglois, ne riſquons nous pas de voir tout notre commerce paſſer entre les mains de ces Etats qui font depuis longtems des efforts pour nous en arracher les débris, & qui ſavent maintenant ſe procurer plus de reſpect que nous? Notre malheur eſt d'autant plus effrayant, que ſi l'on permet à l'Angleterre de moleſter notre commerce, la France a droit d'uſer de repreſailles. Cette derniere puiſſance nous a juſqu'à préſent traitée avec douceur: elle a même défendu à ſes armateurs de nous inquieter: mais elle nous a fait entendre bien clairement que ſi nous ne ſavions pas nous faire reſpecter des Anglois, elle ſeroit obligée d'en venir aux mêmes extrémités. Ainſi bien loin que la neutralité nous procure des avantages, elle nous expoſe au danger d'être ruinés ſans reſſource, de perdre toute notre conſidération par-

mi les autres puiſſances : & la perte de notre crédit entraînera infailliblement celle de notre exiſtence politique.

L'idée de ces malheurs, fondée ſur des griefs ſi juſtes, a porté une partie de nos principaux négocians à faire des réclamations courageuſes & des adreſſes Reſpectueuſes aux chefs du Gouvernement. Leur intérêt eſt donc lié à celui de l'Etat. Ils plaident donc pour la patrie en plaidant pour eux. L'interêt d'un Etat commerçant ne peut donc être que l'interêt du commerce; & l'on ne ſauroit diſtinguer l'un de l'autre. Ainſi la ruine du commerce entraîne néceſſairement celle de l'Etat. Ils ont demandé pour le commerce une protection prompte & efficace. L'expérience de la derniere guerre leur avoit ſuffiſamment montré que des meſures modérées étoient inutiles à l'égard de ceux qui ne conſultent, pour agir, d'autre droit que la force. Qu'a répondu la cour de Londres au mémoire des Etats-Généraux ſur ces plaintes? Elle nous rend nos vaiſſeaux; mais en nous notifiant que c'eſt ſeulement ſur l'idée que nous pouvions ignorer qu'elle étoit en guerre avec la France. Elle reconnoit donc qu'elle a commis une injuſtice & qu'aucune puiſſance n'a droit d'arrêtter aucun vaiſſeau ſous quelque prétexte que ce ſoit; avant que la guerre ſoit déclarée. Enſuite de ſa propre autorité, elle retient nos marchandiſes pour ſon compte. Mais qui ne voit que ce procédé eſt une léſion du crédit public des propriétaires, un attentat à l'indépendance de notre nation & une invaſion tyrannique ſur nos propriétés ? La cour d'Angleterre qui n'oſeroit s'approprier les biens du plus vil artiſan de Londres malgré lui, même en le payant, au-

roit-elle plus de droits ſur les nôtres? Les Etats-Généraux ont-ils eux-mêmes le droit de laiſſer ainſi diſpoſer des biens des ſujets de la République? Nous ne ſommes pas des eſclaves, nous ne ſommes pas la propriété de nos maîtres. Les paſteurs d'hommes ſont choiſis pour défendre le troupeau & non pas pour le dévorer ou l'abandonner à la gueule du loup. Les impôts que nous payons ſont pour aſſurer nos propriétés, & non pas pour les voir à la merci d'aucune puiſſance ſur la terre. Ce n'eſt pas tout: la cour de Londres déclare formellement que dorénavant elle enlevera tous nos vaiſſeaux chargés de munitions navales. Elle ne peut, dit-elle, nous permettre que le commerce des marchandiſes *innocentes* &, par le moyen de ce nouveau terme qu'elle vient d'inventer, elle ne manquera pas de nous interdire toutes les branches de notre commerce les unes après les autres. Elle demande des conférences; mais qu'eſt-il beſoin de conférences, quand les termes du traité ſont ſi *précis* & ſi *clairs*? Elle ne cherche donc qu'à obtenir quelque clauſe à la faveur de laquelle elle pourroit couvrir l'injuſtice de ſes procédés. Si l'on conſidére que la navigation libre des munitions navales eſt compriſe dans les traités de commerce de toutes les nations, que c'eſt l'Angleterre qui a inſiſté ſur cet article en traitant avec nous & qu'elle en a retiré les premiers avantages, on ne peut que ſoupçonner ſes projets, dans le tems que ſa conduite eſt déjà ſi irréguliere. N'eſt-ce pas une choſe ridicule que, dans le tems qu'elle accuſe ſon ennemi d'uſer de voies détournées, de procédés inſidieux, elle affiche elle même le mépris le plus ſcandaleux pour les traités les plus ſolemnels? N'eſt-il pas ſingulier que, dans cette

même circonſtance, elle cherche à ſe ménager de miſérables ſubterfuges, en ne faiſant mention que de navires enlevés par les vaiſſeaux du Roi; comme ſi elle ſe propoſoit de continuer les mêmes pirateries, avec des vaiſſeaux munis de lettres de commiſſion? N'eſt-il pas ſingulier qu'en accuſant les autres de perfidie, elle viole toutes les régles de la bonne foi, en notifiant à des Etats auxquels elle témoigne le deſir le plus ſincere de ſon amitié & affection, qu'elle ne ſauroit obſerver les traités qu'elle a conclus avec eux? Enfin n'eſt-ce pas le comble de l'inconſéquence & l'effet d'une idée bien abſurde de nos lumieres & de notre prudence, que de nous faire entendre que les articles par leſquels nous nous ſommes engagés à ſecourir l'Angleterre ſont *clairs* & *précis*, & de jetter en même tems un nuage ſur les articles par leſquels l'Angleterre s'eſt engagée de reſpecter notre commerce qui, cependant, ne ſont ni moins *clairs*, ni moins *précis?* Auroit-elle donc ſeule le droit, je ne dis pas d'interpreter les traités à ſon gré, mais de les violer impunément, en forçant les autres à les obſerver? Ces traités ſeroient-ils des liens dont elle pourroit ſe jouer elle même en y ſoumettant les autres peuples? Auroit-elle, Héritiere des prétendus droits de cette Rome dont elle a briſé le joug auſſi bien que nous, le dépôt des loix divines & humaines pour les faire ſervir à ſes intérêts, à ſes paſſions, & n'en faire ſentir le poids qu'aux autres nations? Ses procédés ſont d'autant plus étonnans que nous avons plus de droit à la liberté de notre commerce qu'elle n'en a à nous demander des ſecours. Elle ne peut les exiger que dans le cas que ſes poſſeſſions ſeroient attaquées. Mais quel ennemi a atta-

qué ſes poſſeſſions ? Les Américains ſont ou des ennemis ou des ſujets rebelles. Si ce ſont des ennemis ils ne font des invaſions que ſur leur propre territoire. Si ce ſont des rébelles, l'Empire Britannique eſt donc enveloppé dans une guerre civile; & nous ne pouvons avoir promis à l'Angleterre de prendre part à ſes guerres civiles. En ce cas, nous ſerions obligés de déliberer & de conſulter quel eſt le parti le plus juſte. Et j'ai déjà montré que cette diſcuſſion ne tourneroit pas en faveur de la cour d'Angleterre. En ſuppoſant même que cette diſcuſſion fût douteuſe, nous ne ſerions pas autoriſés à regarder les François comme aggreſſeurs. Ils ont reconnu l'indépendance d'un peuple indépendant dans le fait. Le droit reſteroit toujours douteux : Mais ce qui n'eſt pas douteux, c'eſt qu'on a inſulté leur pavillon, &, que d'après les principes poſés ſur la liberté de la navigation, loin d'être les aggreſſeurs, ils ont été attaqués les premiers. Ils ont fait depuis des invaſions; mais ces invaſions ne ſeroient que l'effet légitime de la défenſe naturelle. Ils ont envahi la Dominique : mais quand nous aurions promis à l'Angleterre la garantie de toutes ſes poſſeſſions, avons-nous pû lui promettre celle des territoires qu'elle ne poſſédoit pas dans le tems que nous traitames avec elle ? Si nous devions la défendre à l'occaſion de l'invaſion des François dans la Dominique, ne devrions nous pas auſſi épouſer ſon parti à l'occaſion des guerres qu'elle s'eſt ſuſcitées dans l'Indouſtan où elle a fait éclater un deſpotiſme ſi révoltant & commis plus de cruautés que les Eſpagnols dans le nouveau monde.

Mais, dira-t-on, en quoi conſiſtent donc ces

liens étroits d'intérêts réciproques qui, suivant les requêtes des Négocians, subsistent entre les Provinces-Unies & l'Angleterre? Nous avons déjà vu que ces intérêts ne sont pas des intérêts de commerce. A ne consulter que ces intérêts là, il y a longtems que l'Angleterre souhaiteroit la ruine des Provinces-Unies pour attirer à elle tout leur commerce. Aussi, est il prouvé par l'expérience que nous nous intéressons plus pour l'Angleterre que l'Angleterre ne s'intéresse pour nous. Il importe à l'Angleterre que les Etats-confedérés des Pays-bas ne soient pas absorbés par quelque grande puissance qui tireroit avantage de leur position, & de leurs forces maritimes, pour inquieter la Grande-Bretagne. Il importe surtout aux Provinces-Unies que l'Angleterre ait toujours une influence assez forte pour en imposer aux Etats que la conquête d'un pays aussi riche que la Hollande pourroit flatter. La perte de l'Amérique ne mettra pas l'Angleterre dans l'impossibilité de soutenir cette influence. Au contraire; moins distraite par des possessions si éloignées & des peuples si inquiets, elle gagnera en force ce qu'elle perdra en étendue. Elle conservera des établissemens assez considérables pour être toujours une des premieres puissances maritimes; mais elle n'aura plus la facilité de tenir ceux des autres nations dans l'oppression. Ses mouvemens seront plus libres pour protéger ses alliés, sans avoir assez de supériorité pour les tyranniser. Son gouvernement, sa position & ses productions, lui assurent à jamais une puissance très considérable & un des premiers rangs dans le systême général. Elle n'aura pas perdu l'Amérique pour l'avoir cédée à l'Europe. Elle y aura les mêmes profits que

que les autres nations; & si elle sait y faire valoir les liaisons que lui procure l'affinité de sang, de langage, de mœurs & de gouvernement, elle en retirera de plus grands avantages que les autres peuples Européens. Elle jouera alors le rôle qui lui convient, & tiendra un équilibre qu'on ne lui enviera pas; parce que cet équilibre sera l'intérêt général de l'Univers. Elle seroit vraiment alors, comme l'apelle avec emphase un de ses Ecrivains, *la gardienne des libertés de l'Europe & la patrone du Genre humain.* Et tous les hommes équitables verroient avec plaisir que le gouvernement le plus libre de l'univers en est aussi le plus puissant. Voilà sans doute la part que les Provinces-Unies prennent aux intérêts de l'Angleterre; & si les Anglois n'en sont pas flattés, ou du moins contens, c'est qu'au lieu d'être une des premieres puissances de l'Europe, ils voudroient en être les oppresseurs. Nous discuterons bientôt l'intérêt que la Hollande peut avoir encore à la prosperité de l'Empire Britannique par les sommes immenses qu'elle a dans les fonds d'Angleterre.

Ce n'est pas la guerre que demandent nos braves négocians. Ils ne peuvent se dissimuler combien ce terrible fléau est préjudiciable à un Etat, fondé sur le commerce. Ils demandent une neutralité, ferme, exacte, armée, & capable de faire respecter notre pavillon & notre commerce. Lorsqu'on voit, dit Montesquieu, deux peuples se faire une guerre longue & opiniâtre, c'est souvent une mauvaise politique de penser qu'on peut demeurer spectateur tranquille: car celui des deux peuples qui est le vainqueur, entreprend d'abord de nouvelles guerres; & une nation de soldats

va combattre contre des peuples qui ne ſont que citoyens. Les Romains eurent à peine dompté les Carthaginois, qu'ils attaquerent de nouveaux peuples & parurent dans toute la terre pour tout envahir. Cette déciſion doit nous guider dans la circonſtance actuelle; il faut jetter nos regards ſur le paſſé, en tirer des inductions pour l'avenir & prévoir les effets que les événemens futurs peuvent avoir ſur nous. Si, dans la derniere guerre, nous euſſions uſé de cette prudence, la guerre auroit moins duré & nous aurions empêché l'Angleterre de s'élever à une puiſſance dont elle s'eſt ſervie pour nous opprimer. Une neutralité que nous devrons à nous mêmes, qui ne dépendra point des nations belligérantes, nous mettra en état de retirer tous les avantages que nous offre la ſituation actuelle des affaires, d'empêcher les pertes que notre foibleſſe donneroit lieu aux autres puiſſances de nous cauſer & de ſubvenir aux dépenſes que nous coûteront nos armemens. N'eſt-il pas juſte que ceux qui nous forcent à les faire en payent les frais? Nous pourrons même devenir arbitres entre les parties belligérantes, empêcher que l'une ne s'étende trop aux dépends de l'autre & même accélérer les conditions d'une paix ſolide. En leur dictant des loix, en arrêtant les ſuites du fléau de la guerre, nous recouvrerons notre ancienne conſidération en Europe, & nous mériterons de tous les amis de l'humanité. Cette conduite eſt notre lot. C'eſt le devoir d'une nation commerçante d'entretenir la tranquillité & la paix. Son interêt, dit un Auteur eſtimable, eſt de rapprocher par les beſoins & par les avantages d'une communication facile, les nations diſperſées & diviſées ſous tant de chefs am-

bitieux ou cruels & de consoler l'espece humaine des maux qui ravagent la terre. Notre interêt est de ne prendre le parti, ni de la France, ni de l'Angleterre. Et nous pouvons conserver cette neutralité tant que nous voudrons. Une des deux parties belligérantes n'oseroit nous forcer à nous déclarer, dans la crainte que ce ne fût contre elle. La politique de la France, dont la marine n'est pas encore bien forte, est de nous ménager: & l'Angleterre, déjà affaiblie, d'ailleurs divisée, est trop prudente pour nous forcer de nous déclarer contre elle. Nous avons des sommes immenses dans les fonds des deux nations: depuis longtems la politique cherche à nous faire craindre une faillite, comme un effet de l'épuisement que la guerre causera à l'une ou à l'autre. Ainsi donc en accélérant la paix, nous obvierions à ce danger, imaginaire ou fondé. En paraissant dans un état respectable; la France & l'Angleterre seront moins portées à une faillite, par la crainte de nos forces qu'elles ne seroient disposées à la faire, si nous restions dans un état de foiblesse qui nous attireroit leur mépris. Seroit-ce en soutenant l'Angleterre, en prolongeant une guerre où elle s'épuise de plus en plus, que nous préviendrions une faillite de sa part? Je ne discuterai pas une question assez problématique, si nous avons fait un marché avantageux en versant nos capitaux dans ses fonds. C'est avec notre argent qu'elle a élevé sa puissance relative, diminué la nôtre, opprimé notre commerce. C'est l'agiotage qui se fait à Amsterdam de ses annuités, qui fortifie le crédit des Anglois. Ils hypothequent souvent même des annuités aux Hollandois; &, sur cette sûreté, nous leur avançons

de grandes ſommes, & ſoutenons encore par leurs remiſes le crédit des agioteurs de Londres, & conſéquemment celui des annuités. Or, je demande ſi, même en ſuppoſant que nous euſſions guerre avec les Anglois, ils s'expoſeroient par une faillite à perdre ce crédit qui leur a procuré tant de puiſſance & peut encore la ſoutenir? Soit que ce crédit artificiel dont on voit les mouvemens ſans pouvoir en développer le jeu, ſoit appuyé ſur un fondement ſolide, ſoit que ce fondement doive s'écrouler un jour, ce ne ſera jamais en nous déclarant pour l'Angleterre ou contre elle que nous préviendrons ce malheur. Il ſera l'effet de l'impérieuſe loi d'une néceſſité, dont perſonne ne ſauroit aſſigner la cauſe, puiſque le ſoutien de ce crédit a déjà démenti les combinaiſons des plus profonds calculateurs. Enfin, ſi nous devions perdre les fonds que nous avons placés dans un des deux Royaumes de la France ou de l'Angleterre, une rupture avec la France nous feroit plus dangereuſe; par ce que le crédit eſt moins néceſſaire à ſa puiſſance qu'à celle de l'Angleterre. Mais il ne s'enſuit pas de là que nous ayons plus à craindre une faillite de la part de la France que de la part de l'Angleterre. Les fonds qui ſont en France ne hauſſent & ne baiſſent pas comme ceux que nous avons en Angleterre: ils ſont donc appuyés ſur une baſe plus ſolide; & cette baſe c'eſt la richeſſe territoriale, à laquelle on ne ſauroit comparer celle de la Grande-Bretagne. Si ces fonds peuvent être réduits par l'imprudence ou la fauſſe politique d'un Monarque, ils ne peuvent pas manquer à raiſon de l'impérieuſe loi de la néceſſité, comme l'état chancelant de l'Angleterre le fait craindre tous les jours. Ainſi les perſonnes pru-

dentes accorderont plus de confiance à la France qu'à l'Angleterre. La premiere a des ressources plus nombreuses & plus solides: la seconde ne se soutient que par une machine artificielle dont les ressorts commencent à s'user, qu'elle ne cesse cependant de forcer & qui se rompront à la fin par l'usage immoderé qu'elle en fait. Ce n'est pas tout: les mobiles de la crainte & de l'espérance, qu'elle employe pour hausser ou baisser ses fonds, rendent son crédit plus incertain que celui de la France. Des fonds qui peuvent baisser en un moment de dix pour cent, sont sans doute bien précaires. Ainsi l'Angleterre tire avantage de ses propres revers; elle enleve les billets quand ils sont à leur valeur la plus basse; & si les petits Princes d'Allemagne gagnent à la défaite de Bourgoine; ce sont les agioteurs Hollandois qui en payent les frais.

On dira, peut-être, que l'augmentation de nos forces de mer est une démarche bien délicate. Le pas est glissant; quand on a des forces en main, il est bien difficile d'observer une exacte neutralité. A cela je réponds, que nous n'éclaterions qu'à la derniere extrémité, & contre la puissance dont nous ne pourrions souffrir les insultes sans nous déshonorer. Mais, alors la guerre ne pourra durer, par ce que nous donnerons bientôt au parti pour lequel nous nous déclarerons une préponderance qui forcera l'autre à souscrire aux conditions qu'on lui imposera. Oui, nous sommes assurés que la sagesse de notre Gouvernement dirigera nos forces contre la puissance dont la conduite est la plus irréguliere & dont les succès seroient plus contraires à notre prospérité. L'entretien de la marine Françoise & ses possessions

au delà des mers font pour nous une fource de richeffes: nous devons donc en voir l'accroiffement avec plus de plaifir que nous ne verrions les progrès de la marine Angloife. La profperité de celle-ci ne nous offre aucune perfpective avantageufe: au contraire, en ruinant la marine Françoife elle ruineroit une branche importante de notre commerce: & l'Empire abfolu de la mer la mettroit plus en état dè fuivre fon plan favori de porter le dernier coup à notre navigation, & d'attirer à elle le monopole du commerce univerfel. Ne devons-nous pas préferer le parti d'un peuple dont les intérêts font liés aux nôtres à celui d'un peuple qui ne cherche qu'à s'élever fur nos ruines; le parti d'un peuple doux, philantrope, ami de toutes les nations, à celui d'un peuple orgueilleux qui les méprife toutes & trempe dans le fiel le plus amer les traits dont il cherche à noircir notre caractere national? (*a*)

Quant à la religion, objet fur lequel on cherche à infpirer aux Américains & à nous de l'ombrage de la part des François, on fait qu'elle n'eft en Angleterre qu'une affaire de politique, que les prejugés anciens font totalement changés en France & que la tolérance n'a point d'apôtres plus zélés que fes écrivains. On fait d'ailleurs qu'ils s'occupent à expier par l'établiffement d'une tolérance univerfelle, les attentats fanatiques dont ils fe font rendus coupables autrefois. Les François n'ont-ils pas

(*a*) Hollandois juftes! jettez les yeux fur l'ouvrage intitulé: *De Verdediging van de Eer der Hollandfche Natie*, (l'honneur de la nation Hollandoife défendu) vous verrez ce que les Anglois penfent de nous: vous verrez dans cet ouvrage leurs calomnies contre notre nation, expofées au grand jour & refutées avec toute la force de l'éloquence & de la vérité.

défendu la liberté helvétique, la liberté germanique, la liberté Belgique & en dernier lieu la liberté Américaine? N'avons nous jamais fait alliance qu'avec des Proteſtans pour réſiſter à l'Eſpagne, à l'Angleterre & à la France elle même?

L'Anglois veut, dit il, châtier un ennemi qu'il apelle perfide. Il n'eſt donc animé que par le bas motif de la vengeance, qui devroit être au desſous de la *premiere nation de l'Univers.*

Tantae-ne animis coeleſtibus irae!

Un pareil motif devroit-il influer ſur un corps politique, ſi ſouvent accoutumé à ſacrifier l'équité à ſon intérêt? Les coups qu'il portera à ſes ennemis, le gueriront-ils des playes qu'il en a déjà reçues? Le maſſacre d'un million de François rendra-t-il la vie aux Anglois qui l'ont perdue à la hauteur d'Oueſſant? Le bombardement de Dieppe ou du Havre lui ſoumettroit-t-il les Colonies perdues en Amérique?

Jamais l'occaſion ne nous fut plus favorable pour recouvrer la conſidération que nous avions autrefois dans l'Univers entier. Les circonſtances ſont bien différentes de celles où nous étions, lors de la derniere guerre de l'Angleterre avec la France. Des traces encore mal effacées de reſſentiment contre les François auxquels nous venions de faire la guerre, l'idée où nous étions que notre exiſtence dépendoit de la proſperité de l'Angleterre, ſubſiſtoient encore. Ces diſpoſitions nationales, l'épuiſement où la guerre nous avoit jettés, & l'influence de la Princeſſe-Gouvernante, née Angloiſe, furent ſans doute cauſes que nous ne primes pas alors des meſures propres à arrêter les déprédations des Anglois. Mais à préſent ces derniers n'ont plus la même facili-

té de ſoutenir leurs vexations. L'Empire Britannique, démembré au dehors, diviſé au dedans, accablé du poids de la dette nationale, a déjà à combattre deux ennemis puiſſans, dont l'un étoit auparavant un de ſes principaux ſoutiens. Quant à nous, les avantages d'une longue paix nous ont mis en état de reprendre nos forces & d'en acquérir de nouvelles. Nos finances ſont dans un état floriſſant : nous avons des vaiſſeaux de guerre qui n'attendent que d'être armés : nous pouvons ſans peine en mettre cinquante en mer : nous avons une multitude d'officiers qui brûlent de ſe ſignaler ; &, comme c'eſt l'occaſion qui développe les grands hommes, nous verrons bientôt naître des TROMPS & des RUITER, héros marins dont le nom fait encore trembler l'Angleterre. Avec de l'argent, nous trouverons des hommes ; & ſi nous ſommes obligés d'en venir aux mains, nous verrons accourir bientôt à la défenſe de la patrie, cette multitude de matelots Hollandois employés actuellement au ſervice de notre rivale, qui ſeroit encore affaiblie par cette déſertion. C'eſt donc ſur la mer que nous devons porter nos principaux efforts. Un pays libre n'a beſoin que d'un nombre ſuffiſant de troupes de terre, pour protéger ſes frontieres. Si les dépenſes que nous faiſons pour en entretenir au-delà de ce nombre étoient employées à des forces de mer, nous recouvrerions notre ancienne puiſſance ſur un élément qui a toujours été la ſource de notre proſpérité & le théatre de notre gloire. Nous partagerions, au moins avec l'Angleterre, ce ſceptre qu'elle nous a arraché. Nous ſerions plus en état d'affermir notre indépendance au dehors, notre liberté au dedans. Nous n'avons pas à opter ; nous ne

pouvons différer ſans danger; plus nous ferons paroître de faibleſſe, plus l'Angleterre ſera diſpoſée à nous opprimer. La France nous invite à déployer nos forces : outrée de dépit ſi nous n'oſons nous montrer, elle ſe vangera en traverſant notre commerce & nous abandonnera, dans un tems de détreſſe. Envain implorerions-nous ſon ſecours, quand l'Angleterre recommenceroit à nous opprimer.

Les Anglois ont beau nous inſinuer qu'ils ont des liaiſons ſur le continent qui les autoriſent à commettre des violences contre nous. Qui ne voit au contraire que les Etats du Nord ont intérêt à ce que l'Angleterre ne faſſe pas un monopole de leur commerce en nous l'interdiſant ? Et les Etats du midi doivent faire cauſe commune avec la République pour maintenir la liberté générale de la navigation. Nous ſommes aſſurés de la puiſſance dont on prétend que nous avons le plus à craindre ; & que fait on ? Peut-être le renouvellement de notre ancienne alliance avec la France, nous rendroit la conſidération que nous avions autrefois du tems des Barnevelt & des de Wit, ennemis de l'Angleterre & partiſans des François. Peut être notre nation a-t-elle beſoin d'une pareille ſecouſſe pour acquérir l'énergie qui lui manque, & figurer de nouveau dans le ſyſtême général, où ſon influence étoit réduite à rien.

Mais que dis-je ? L'Angleterre eſt trop prudente pour nous forcer d'en venir contre elle à des extrémités fâcheuſes. Et nous pouvons jouer un rôle non moins glorieux, mais plus pacifique. Ecoutez. Elevons la tête au-deſſus de nos marais, allons nous montrer ſur cet Océan, qui s'étonne d'avoir été ſi longtems ſans porter nos flottes

guerrieres. Allons nous placer au milieu des parties Belligérantes & disons leur : Anglois ! il faut vous soumettre à votre destinée & renoncer à des peuples qui ne veulent plus vous reconnoître. Pour ne leur donner aucune inquiétude, & prévenir toute dispute à l'avenir, ayez le courage de leur abandonner tous les pays circonvoisins qui n'ont pas encore secoué votre joug. Alors tous ces peuples renouëront avec vous les liens de consanguinité, & vous seront encore plus attachés, en se rapellant que leur indépendance est le fruit de vos loix & l'effet de votre générosité. Et vous François ! rendez aussi à l'univers la conquête que vous venez de faire en Amérique ; & comme nous ne devons pas avoir égard à ce que veut, mais à ce que peut la politique secondée par les circonstances, si vous osiez imaginer des projets de conquête chez des peuples que vous ne devez que défendre, nous sommes en état de vous contenir & d'épargner un opprobre éternel à votre nation. Renoncez absolument au recouvrement de ces pays glacés que vous avez cédés à vos rivaux & que ceux-ci rendent à l'univers. Que le Canada fasse un quatorzieme état confédéré. Quelle gloire pour vous d'avoir les premiers travaillé à cette intéressante révolution ! Quelle gloire pour vous que ces peuplades sorties de votre sein soient associées à une confédération puissante & se gouvernent elles-mêmes en République ! Par les rapports de mœurs & de langage que vous avez encore avec elles, vous serez en état d'y renouveler des liaisons avantageuses & de soutenir celles que vous avez faites avec les Anglo-Américains. Enfin quelle gloire pour nous, Hollandois, de nous attacher par une reconnoissance éternelle des Etats qui vont devenir si puissans, & dont

le commerce nous offre des avantages ſi conſidérables & l'alliance, des reſſources, peut-être, contre les projets futurs d'un voiſin ambitieux! Ce parti n'eſt donc pas ſeulement le plus glorieux pour nous : en examinant ſérieuſement l'Etat des affaires générales, il eſt peut-être le ſeul qui nous reſte pour conſerver notre exiſtence politique.

Voilà, Braves Hollandois, le parti que vous pouvez & que vous devez prendre. Voilà vos vrais intérêts développés & défendus, voilà ce que demandent la ſageſſe & le patriotiſme de ces citoyens courageux qui, dans cette circonſtance critique, ont oſé invoquer les chefs du gouvernement pour la défenſe de vos droits. Je me flatte d'avoir montré la vérité dans un jour ſi éclatant que tous les doutes & préjugés qui pouvoient arrêter les eſprits ignorans ou puſillanimes, doivent être entierement diſſipés. J'ai même une opinion ſi avantageuſe de la bonté de ma cauſe plutôt que de la maniere dont je l'ai défendue, que je ne puis m'empêcher de remercier mon adverſaire de m'avoir fourni cette occaſion de ſignaler mon amour pour la République. Je n'ai trouvé dans ſon ouvrage qu'une ſeule vérité; & je doute qu'elle ſoit à ſa gloire. Il avoue qu'il ne penſe pas comme la multitude. Je ſais que la multitude ſe trompe ſouvent. Mais, dans une circonſtance où la multitude, autoriſée par l'exemple de tant de perſonnes ſages, ne forme qu'un ſeul & même cri contre un peuple qui l'outrage, je doute que faire corps à part ſoit le fait d'un bon patriote.

Enfin j'ai montré que l'Angleterre ne devoit pas avoir les avantages excluſifs de la liberté, des loix & de la navigation qui appartiennent à tous les peuples. Je n'ai pu voir ſans frémir qu'un peuple reſpectable par ſon zéle à maintenir ſa li-

berté intérieure & par l'exemple qu'il donne à l'univers, cherchât à forger des chaînes aux autres nations. Je n'ai pu le voir ſans indignation diriger ſes attaques contre un peuple qui s'eſt procuré la liberté par ſon courage, qui a renverſé la puiſſance de ſes tyrans, humilié même l'Angleterre ſa rivale, dicté des loix aux Monarques du Nord, fait trembler l'ambitieux Louis XIV ſur ſon trône, & joué le premier rôle entre les plus grands Potentats. En ſubiſſant un joug qui le rendroit la fable de l'univers, il ne tarderoit pas à devenir la proie de ſes voiſins, puiſque ſon exiſtence dépend en grande partie de la conſidération qu'il ſaura ſe procurer. Ne connoiſſant rien au-deſſus de la liberté, flatté de vivre dans une République & ſurtout dans une ville qui eſt le plus ferme rempart de la liberté Belgique, je n'ai pu ſouffrir qu'elle fût expoſée au deſpotiſme d'un peuple qui le déteſte chez lui. Oui, mes chers concitoyens, c'eſt l'Angleterre, c'eſt cet Etat, à la grandeur duquel nous avons le plus contribué qui nous fait eſſuyer les pertes & les affronts les plus ſenſibles. Elle regarde le Lion Belgique comme languiſſant & prêt à expirer: elle ſemble gouter le plaiſir cruel de lui porter les derniers coups. L'Angleterre s'eſt trompée, ô mes concitoyens! Le Lion Belgique n'eſt pas expirant: les corps politiques ne meurent pas comme les corps naturels: & ſouvent, lorſqu'ils paroiſſent dans une léthargie qui approche de la mort, il ne faut qu'une légere attaque pour les réveiller & leur rendre leur ancienne force & leur premiere vigueur.

A Amſterdam le 6 Décembre 1778.